



LES ACTES

DEUXIÈMES RENCONTRES DE LA PROSPECTIVE

Organisées par le Conseil Economique et Social Régional Midi-Pyrénées dans le cadre de la 7^{ème} édition du Salon de la Qualité Alimentaire

« L'Europe et la Méditerranée dans la construction de la Sécurité Alimentaire Mondiale »

Toulouse, Vendredi 11 Décembre 2009

Intervenant : Monsieur **Bertrand HERVIEU**

Ancien Président de l'Institut National de Recherche Agronomique et ancien Secrétaire général du Centre International des Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes



Les Actes

DEUXIEMES RENCONTRES DE LA PROSPECTIVE

Conseil Economique et Social Régional Midi-Pyrénées

**« L'Europe et la Méditerranée dans la construction de la
Sécurité Alimentaire Mondiale »**

Dans le cadre de la 7^{ème} édition du Salon de la Qualité
Alimentaire - Vendredi 11 décembre 2009



Le Conseil Economique et Social Régional (CESR)

Le Conseil Economique et Social Régional est, auprès du Conseil Régional et de son Président, une assemblée consultative. Ses membres sont répartis en 4 collèges et élaborent des projets d'avis dans le cadre de 6 commissions sectorielles, projets d'avis adoptés ensuite en assemblée plénière.

Deux sections apportent une vision particulière des travaux du CESR en les resituant dans le temps (Prospective) et dans l'espace (Europe International).

Les collèges :

- 1^{er} collège : Entreprises et activités professionnelles non salariées
- 2^{ème} collège : Syndicats de salariés
- 3^{ème} collège : Vie collective
- 4^{ème} collège : Personnalités qualifiées

Depuis presque 40 ans, le CESR accompagne par ses avis, la décentralisation et le renforcement de la Région. Ce cadre est enrichi par la participation de ses conseillers aux différentes instances régionales de décision et de concertation, par l'organisation de débats publics autour des thèmes de ses études : l'aménagement du territoire, le développement économique, l'emploi, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche, la biodiversité, la santé, la culture, la réforme des institutions, la jeunesse, la précarité, l'environnement, la conjoncture...

Ses atouts majeurs :

- ✓ Il rassemble des courants d'idées très divers
- ✓ Il propose aux élus du Conseil Régional, un éclairage de socioprofessionnels
- ✓ Il fait remonter des réalités du terrain vers les politiques
- ✓ Il réfléchit et travaille à l'écart des échéances électorales et sur la durée

La Section Prospective :

La Section Prospective souhaite faire intervenir régulièrement des auteurs et/ou chercheurs devant un public composé d'élus régionaux et de représentants des milieux socioprofessionnels.

Cette deuxième rencontre de la Prospective est l'occasion d'accueillir Monsieur Bertrand HERVIEU qui a dirigé jusqu'en 2003 l'Institut de Recherche Agronomique mais aussi ancien Secrétaire général du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes.

Pour plus d'informations : www.cesr-midi-pyrenees.fr

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
M. Jean-Louis CHAUZY, Président du CESR Midi-Pyrénées.-	9
M. Jean-Claude FLAMANT.-	11
M. Claude DUPUY.-.....	13
« L'EUROPE ET LA MÉDITERRANÉE DANS LA CONSTRUCTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE »	14
I - LE DIAGNOSTIC DE LA SITUATION MÉDITERRANÉENNE	14
Le facteur démographique	15
Le contexte géoéconomique et géopolitique.....	18
Les ressources naturelles.....	24
Le développement des sciences et des techniques en Méditerranée.....	24
L'alimentation dans le pourtour méditerranéen.....	27
II - LES CHANTIERS A METTRE EN ŒUVRE	28
La production	28
La qualité.....	29
La construction de la mise en marché.....	30
L'intégration des populations.....	30
La recherche et la formation	31
III - SCENARI D'EVOLUTION	32
Une Méditerranée sans ambition.....	32
L'explosion de la Méditerranée	32
Une Méditerranée ouverte sur l'ensemble du monde.....	33
Une Méditerranée de la diaspora	33
Un partenariat euro-méditerranéen	34
IV – PERSPECTIVES	35
DEBAT AVEC LA SALLE	36
M. Jean-Louis CHAUZY.-.....	36
M. Jean-Claude FLAMANT.-.....	37
M. Patrick DE PERIGNON.-.....	37
M. Guy BERNAT.-.....	38
M. Bernard GUIDEZ.-.....	38
Un Participant.-	40
M. Hervé OSSARD.-	41
M. Bertrand HERVIEU.-	42
M. Jean-Claude FLAMANT.-.....	51
M. Claude DUPUY.-.....	51
Un Participant.-	52
Un Participant.-	53
M. Bertrand HERVIEU.-	53
Un Participant.-	54
M. Bertrand HERVIEU.-	54
M. Jean-Louis CHAUZY.-.....	55

La séance est ouverte à 15 heures 05

INTRODUCTION

M. Jean-Louis CHAUZY, Président du CESR Midi-Pyrénées :

En ouvrant ces deuxièmes rencontres de la prospective qu'organise le Conseil Économique et Social Régional, je tiens à remercier la Région et son Président qui souhaite venir au moins saluer Bertrand HERVIEU, j'espère qu'il pourra le faire. Il doit gérer un certain nombre de contraintes avec un agenda difficile, il était avec nous à Marseille au 5^{ème} congrès des régions dont je viens de m'évader pour arriver à l'heure avec deux ou trois collègues.



La Région nous a permis de tenir cette conférence dans le cadre du SISQA et avec Claude DUPUY et la section prospective on s'est mis d'accord sur le lieu, sur le thème et sur le choix de l'intervenant.

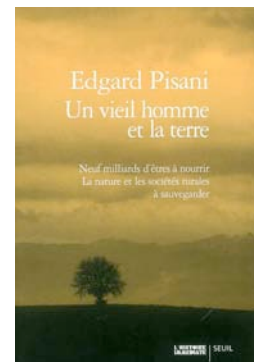
Quand on veut identifier Toulouse Midi-Pyrénées, on pense à l'aéronautique et après ?
La beauté du coucher du soleil, les deux mers, la proximité des Pyrénées et puis ?
Si l'on est fier d'avoir l'industrie aéronautique qui occupe 55 000 emplois industriels en région faisant vivre 140 000 familles, nous avons d'autres activités. Nous avons l'industrie spatiale avec 10 000 industriels, le tiers de la recherche en Europe, mais le premier employeur de la région Midi-Pyrénées c'est l'agriculture avec 63 000 actifs, salariés compris. L'industrie agroalimentaire représente plus de 25 000 emplois industriels et un pôle de recherche agronomique d'enseignement supérieur que vous connaissez bien qui est le 3^{ème} ou 4^{ème} pôle agro de France. On ne le sait pas toujours en région, rarement à Paris et de temps en temps à Bruxelles.



Deux grandes voix du monde agricole peuvent illustrer ce qui nous préoccupe aujourd'hui ; la première c'est Raymond LACOMBE quand il disait devant les siens, devant des milliers de personnes « l'agriculture, c'est l'arme alimentaire ; dans toutes les négociations internationales,

ce sera déterminant pour les 20, 30 ou 40 années à venir » : ce sont les paroles de Raymond LACOMBE s'adressant aux siens il y a 10 ans ou 15 ans.

La deuxième voix est celle d'un ministre dont les agriculteurs se souviennent depuis longtemps un grand Monsieur par la taille, mais pas seulement, Edgar PISANI dans l'avant-dernier ouvrage que je cite, qui pourrait être son testament, « *Le vieil homme et la terre* », nous invite à réfléchir le long terme, c'est le travail de la section prospective et du CES. Il nous indiquait dans son ouvrage qui date de trois ans que nous aurons dans 30 ans, non pas 6 milliards d'êtres humains à nourrir, mais 9 milliards. Comment allons-nous faire dans les 30 années qui viennent pour nourrir l'humanité ?



Et il ajoutait « *9 milliards d'êtres à nourrir, la nature et des sociétés rurales à préserver* » et dans toutes les pages de son livre traitant de l'agriculture, il parlait, cher Bertrand HERVIEU, des agricultures sur tous les continents.

Aujourd'hui à peu près un million de nos concitoyens ne mangent pas à leur faim, il y en a 80 millions dans l'Europe des 27, 80 millions ! En soi, cela justifie de se préoccuper de l'avenir de l'agriculture.

Au moment où en 2010 nous serons invités au plan national, mais aussi au niveau territorial dans les régions, à faire le bilan de la PAC réformée, à faire le bilan des politiques européennes, nous devons ici réaffirmer la nécessité d'avoir une Politique Agricole Commune, la nécessité d'avoir des outils de régulation et pas simplement dans les temps de crise. La tendance est à l'oubli, on ne veut pas se souvenir de ce qui se passait hier ou avant-hier, et demain ne gérer que le court terme. Toutes ces bonnes raisons justifiaient que nous nous préoccupions de ces questions-là.

Nous reprenons l'exercice, vous êtes déjà venus au CES il y a trois ans, invité par la commission du plan qui préparait un rapport que nous avait commandé Martin MALVY « *les conséquences de la réforme de la PAC et du FEADER sur l'emploi agricole et sur l'emploi en milieu rural* », nous vous avons auditionné au CES. Nous allons reprendre ce travail pour le réactualiser.

On n'est pas sorti du sommet de Copenhague, on verra les conclusions qui nous concerneront tous, elles vont impacter tous nos travaux de manière transversale. Peut-être pourrions-nous souhaiter et suggérer que le prochain sommet mondial se préoccupe du développement sur tous les continents de l'agriculture, de l'alimentation et de l'eau... Il y a des milliers de mêmes qui meurent chaque jour par une eau impropre à la consommation, un milliard d'êtres humains mal nourris qui crèvent chaque jour. Toutes ces questions ne sont pas que des

questions de société pour les émissions tardives à la télévision, chacun dans le territoire où il a une responsabilité doit s'en préoccuper. C'était aussi le sens du choix de l'intervenant, Bertrand HERVIEU.

Je laisse le soin à Jean-Claude FLAMANT de rappeler d'où vous venez et Claude DUPUY nous rappellera le travail et les raisons de cette conférence.

Merci.

(Applaudissements)

M. Jean-Claude FLAMANT – Vice-Président Section Prospective :

En fait, beaucoup d'entre nous connaissent très bien Bertrand HERVIEU, ont eu l'occasion de le rencontrer, de dialoguer avec lui dans différentes circonstances, mais peut-être pas tous quand même. D'où, ces quelques mots pour présenter notre invité.



Pour ma part, aujourd'hui je suis heureux que nous recevions mon ancien patron Président de l'INRA pendant un certain nombre d'années et aussi un ami et un complice pour un certain nombre d'actions diverses.

Bertrand HERVIEU a été Président de l'INRA autour des années 2000 pendant quatre années et je veux retenir qu'outre sa fonction de management de ce grand organisme de recherche, il a eu l'idée d'engager une réflexion de prospective sur le futur de cet organisme « INRA 2020 ».

Il a eu aussi la très bonne idée de m'y impliquer, je ne sais pas pour Bertrand, mais pour moi cela a été une aventure exceptionnelle. De plus, il avait recruté Hugues de JOUVENEL, patron de Futuribles International, Rémi BARRE aussi... Le côtoiement de ces personnalités a été incontestablement d'une grande richesse et pendant trois ans, nous avons ensemble échangé presque une fois par mois sur le futur de la recherche agronomique, du même coup le futur de l'agriculture, du monde rural, de l'alimentation.

À la suite de quoi Bertrand HERVIEU a été nommé secrétaire général du CIHEAM, le Centre International des Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes. C'est un organisme intergouvernemental fondé par l'OCDE à l'origine, bientôt élargi à l'ensemble des pays du bassin méditerranéen. Le CIHEAM regroupe les instituts agronomiques méditerranéens de Saragosse, de Montpellier, de Bari et de Chania en Grèce.



Bertrand HERVIEU est diplômé de l'école Sciences Politiques de Paris, sociologue, il a été l'élève de Mr Henri MENDRAS, un grand sociologue du monde rural à qui l'on doit des ouvrages qui ont beaucoup marqué certains d'entre nous.

Directeur de recherches du CNRS, il est un chercheur très tôt impliqué dans l'activité politique en lien avec l'agriculture puisque Bertrand HERVIEU a fait partie des cabinets de plusieurs ministres de l'Agriculture, je cite Henri NALLET, Louis LE PENSEC, Jean GLAVANY, et aussi du cabinet d'Édith CRESSON, Premier ministre.

Dans cet itinéraire, Bertrand HERVIEU a été également Directeur général de l'Enseignement et de la Recherche du ministère de l'Agriculture, une direction qui patronne l'INRA, les écoles d'enseignement supérieur agronomique et vétérinaire, mais aussi et surtout l'enseignement technique du ministère de l'Agriculture avec de très nombreux établissements dans toute la France qui jouent un rôle considérable dans l'évolution et la formation des acteurs du monde agricole.

Par conséquent une expérience solide et convaincante de Sciences politiques et d'élaboration de stratégies de politique agricole, que ce soit à l'échelle de la France, de l'Europe ou du monde méditerranéen, mais s'appuyant aussi non seulement sur des concepts et des bases théoriques comme le fait tout chercheur, mais aussi une connaissance intime des acteurs agricoles de terrain, qu'il s'agisse des populations rurales ou des leaders professionnels à l'échelle nationale ou européenne.

Pour finir un souci de pédagogie de ces analyses, en témoignent son concours à différents enseignements dans différentes écoles dans toute la France, la réceptivité qu'il accorde à des demandes de conférences telle que celle d'aujourd'hui et de nombreux ouvrages dont certains ont fait véritablement référence dans la compréhension des dynamiques des mondes agricoles et rurales contemporaines avec quelquefois une vision historique qui nous permet de comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là.

Voilà ce que je voulais dire en introduction, en te remerciant cher Bertrand Hervieu d'avoir accepté cette invitation dans notre monde de Midi-Pyrénées et de Toulouse.

M. Claude DUPUY – Président Section Prospective :

Monsieur Bertrand HERVIEU, vous allez nous parler aujourd'hui de l'espace de coopération Europe Méditerranée.

Vous travaillez à la construction de cet espace qui en 2020 réunira 830 millions d'individus, soit 11 % de la population mondiale, 500 millions pour l'Union Européenne, 320 millions pour les pays partenaires.



Dans votre ouvrage « Méditerranée 2008 », vous identifiez cinq chantiers qui nous concernent aussi en Midi-Pyrénées :



- **savoir produire en épargnant les ressources,**
- **assurer la sécurité alimentaire,**
- **construire l'offre et la mise sur le marché des produits agricoles,**
- **élaborer de nouvelles stratégies de développement pour les territoires ruraux,**
- **renforcer et mutualiser les capacités de recherche et de formation dans le secteur agricole et agroalimentaire.**

Vous souhaitez aussi que la politique Agricole Commune soit conçue comme interdépendante du bassin méditerranéen pour construire à moyen terme une politique agroalimentaire et agro-environnementale euro-méditerranéenne.

Pour inciter à l'action, vous avez choisi l'angle de la prospective à l'horizon 2020. Ni prophétie ni prévision, la prospective n'a pas d'autre objectif que de nous aider à construire notre avenir.

Par ce travail, vous permettez aussi aux acteurs d'identifier les tendances lourdes à long terme et les actions à mettre en place. Se dessinent de cette façon les futurs possibles.

Monsieur Bertrand HERVIEU, nous vous écoutons.

« L'EUROPE ET LA MÉDITERRANÉE DANS LA CONSTRUCTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE »

M. Bertrand HERVIEU



Monsieur le Président, Messieurs les Présidents, chers amis, cher Jean-Claude, merci beaucoup de votre accueil et de vos mots encourageants.

Vous m'avez demandé de réfléchir avec vous sur l'avenir de vos agricultures ici en Midi-Pyrénées à l'éclairage des questions méditerranéennes.

Vous me permettez de l'élargir aussi à la lumière des questions mondiales qui sont actuellement sur la table, et à l'agenda politique, à la question de la sécurité alimentaire mondiale que vous avez évoquée Président, en y intégrant aussi l'éclairage du débat de Copenhague qui est forcément dans toutes les têtes.

Mais je vais évidemment privilégier l'axe méditerranéen dans une optique de prospective comme vous l'avez dit ; j'ai appris des expériences de prospective que Jean-Claude FLAMANT a évoquées, que celle-ci a ceci d'intéressant qu'elle nous oblige à regarder la réalité, le monde, un peu autrement en grossissant certains traits, ce qui dans une perspective de décision et de construction de la décision politique est d'une grande utilité.

Dans un premier temps, je voudrais tout d'abord revenir sur un diagnostic de la situation méditerranéenne, situation qui n'est pas si bien connue que cela, bien qu'elle soit immédiatement à nos portes.

Dans un deuxième temps, j'évoquerai ces chantiers que vous avez bien voulu citer, Président, pour ensuite déboucher sur quelques scénarii globaux et des perspectives pour l'action politique et l'action économique.

I - LE DIAGNOSTIC DE LA SITUATION MÉDITERRANÉENNE

D'abord sur le diagnostic méditerranéen, j'ai retenu six grands facteurs qui me paraissent les plus importants et sur lesquels je vais m'étendre un peu.

Le facteur démographique

Le premier facteur est bien entendu le facteur démographique. J'entends ici par Méditerranée, de façon assez simpliste, les pays qui bordent le bassin méditerranéen qui représentent aujourd'hui à peu près 450 millions d'habitants et qui en représenteront à l'horizon 2020, dans une hypothèse haute, 550 à 600 millions.



Je vous invite à aller encore un peu plus loin dans une perspective à 2040, qui n'est pas si lointaine que cela puisque c'est dans 30 ans. Si vous vous reportez en arrière, nous étions en 1980, pour certains d'entre nous c'est hier, 30 ans c'est très peu de chose.

Tout le monde s'accorde à penser que dans l'état actuel des choses, la planète devrait compter en 2040 à peu près 9 milliards d'êtres humains.

Si nous élargissons notre perspective euro-méditerranéenne à un ensemble euro arabe, c'est-à-dire un ensemble qui impliquerait à la fois toute l'Europe, le bassin méditerranéen, mais aussi la péninsule arabe, nous serions un milliard.

Espace vaste, mais seulement un neuvième, peut-être même un dixième de la population mondiale. Ce grand ensemble sera la moitié de la Chine à l'horizon 2050, moins que la moitié de l'Inde qui sera la première grande puissance démographique, moins que l'Afrique.

Il faut avoir ces perspectives de ces grands sous-ensembles démographiques à l'horizon 2030, 2040, 2050 pour comprendre ce que sera cette mondialisation qui va traverser le 21^{ème} siècle et les équilibres qui seront ceux de cette période.

L'urbanisation des populations



Le deuxième élément que je voudrais souligner dans ces aspects démographiques, c'est la question de l'urbanisation des populations. Non seulement le 20^{ème} siècle a été le siècle des explosions démographiques que nous constatons, mais c'est aussi le siècle de l'urbanisation. Le 21^{ème} siècle s'est ouvert avec un phénomène absolument nouveau dans l'histoire de l'humanité ; pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les populations urbaines sont devenues plus importantes que les populations rurales et agricoles.

C'est une nouveauté absolument radicale car même si les mondes agricoles et les mondes ruraux représentent encore près de la moitié du monde, ils sont devenus minoritaires dans nos sociétés.

Ce phénomène d'urbanisation ne se construit pas de n'importe quelle façon. L'urbanisation est aussi une littoralisation des populations : nous avons affaire à des grandes migrations qui conduisent les populations vers les zones littorales qui sont les zones de l'échange, les zones du commerce, qui sont aussi les zones de la plus forte croissance de la richesse durant le 20^{ème} siècle.



C'est un phénomène extrêmement important, mais aussi un peu trompeur parce qu'il faut avoir en tête que non seulement nous sommes bien en face d'une « urbanisation littoralisation » avec l'émergence de classes moyennes, mais n'oublions pas qu'en même temps, compte tenu des croissances démographiques les populations agricoles n'ont jamais été aussi nombreuses à la surface de la planète.

C'est un paradoxe en apparence : en valeur relative ces populations sont un peu moins nombreuses, mais elles n'ont pourtant jamais été aussi nombreuses. En Méditerranée comme dans une grande partie de l'Asie, ces populations agricoles n'ont jamais été aussi nombreuses, les surfaces agricoles n'ont jamais autant diminué en raison à la fois des problèmes climatiques et en raison des problèmes d'urbanisation, ce qui fait qu'un des grands problèmes du 20^{ème} siècle est d'imaginer des modèles de développement agricole avec des populations de plus en plus nombreuses sur des surfaces de plus en plus petites et de plus en plus fragiles.



Or, depuis trois siècles la construction de la modernisation des agricultures, notamment dans les grandes zones tempérées, s'est faite avec une diminution des populations actives agricoles, une augmentation de la productivité et un élargissement des structures des exploitations agricoles. La grande question qui est posée à ce monde du 21^{ème} siècle est la question de la sécurité alimentaire.

J'y reviendrai, mais on s'étonne parfois que parmi le milliard d'êtres humains qui ne mangent pas à leur faim, 800 millions sont des paysans, des agriculteurs ou des ruraux.

En fait, nous voyons surgir une immense pauvreté rurale liée à l'impossibilité dans laquelle nous sommes aujourd'hui d'inventer, après la décollectivisation, après la décolonisation, des modèles de développement agricole qui permettraient à ces populations agricoles et rurales de se développer dans des conditions telles que nous les avons connues, notamment dans l'Europe occidentale, mais aussi en Amérique du Nord. La Méditerranée de ce point de vue-là est un miroir grossissant : nous n'avons jamais eu des populations aussi nombreuses dans les campagnes du sud et de l'est de la Méditerranée et ces populations sont en quelque sorte en panne d'une perspective de développement.

La littoralisation des classes moyennes solvables

La troisième chose que je voudrais souligner sur la question démographique, c'est que nous assistons - et la Méditerranée est sûrement un miroir grossissant des grandes tensions de la mondialisation - à l'échec d'une spirale vertueuse qu'on était en droit d'attendre ces dix dernières années et qui était la suivante : cette littoralisation urbanisation des populations est le fait de classes moyennes et de classes moyennes solvables.

Il y a bien eu en Méditerranée un relatif enrichissement des classes moyennes montantes qui se sont rassemblées dans les villes.



Ces classes moyennes montantes solvables ont, comme toutes classes moyennes, aspiré à marquer cette élévation sociale et à la marquer d'abord sur leurs habitudes alimentaires et sur leurs modes de consommation alimentaire. On a donc connu une rupture avec des modes alimentaires, ce qui a fait le plus grand profit des grandes chaînes de distribution.

On assiste avec une rapidité extraordinaire en l'espace de dix ans à ce qu'on peut appeler, d'Agadir à Istanbul, la révolution des supermarchés.

Cette révolution des supermarchés ne s'est pas faite sur l'appel à la modernisation des agricultures locales et nationales pour alimenter ces grandes centrales de distribution.

Elles se sont directement branchées sur le marché mondial parce que c'était plus simple, meilleur marché et sur des standards que ces mêmes populations en ascension sociale attendaient puisque leur marquage social était de se mettre dans le courant de la

mondialisation. La question qui, à mon avis, est la plus préoccupante pour la situation en Méditerranée c'est qu'au lieu de produire précisément cette spirale vertueuse qui aurait appelé grâce à la solvabilité d'une partie des populations au développement des agricultures de l'intérieur, elle a produit une très forte cassure à la fois économique, politique, culturelle surtout entre ces populations tournées vers la mondialisation, toutes munies de paraboles qui les mettent à l'heure de l'information mondiale et ces populations de l'intérieur renvoyées à une stagnation des processus de développement, à des marchés locaux ou micro locaux peu ou pas solvables, et donc une sorte de divorce à l'intérieur même de ces sociétés.

Nous assistons en Méditerranée à une cassure nord sud bien connue, qui s'est aggravée sur 30 ans en raison de l'absorption dans l'Union Européenne de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne qui étaient des pays en retard de développement au sein de l'Europe, qui ont rattrapé les autres pays en l'espace de 30 ans.

Le saut extraordinaire que ces pays du flanc sud de l'Europe ont réalisé a accru encore l'écart entre le flanc nord et le flanc sud et à l'intérieur du sud vous avez une cascade de deux cassures. Une cassure nord/sud et une cassure sud/sud entre ce sillon littoral et ses populations de l'intérieur.



Une situation dont on peut dire sans détours qu'elle est très préoccupante et même potentiellement explosive, soyons clairs.

Le contexte géoéconomique et géopolitique

L'agriculture à trois vitesses

Le deuxième élément sur lequel je voudrais revenir un peu concerne le contexte géoéconomique et géopolitique, je viens de l'aborder avec cette double cassure.



Je voudrais le compléter sur le plan de l'agriculture qui est celui qui nous intéresse particulièrement ici pour indiquer, et je l'ai un peu plus découvert et observé depuis la sortie du rapport « Méditerranée 2008 », c'est l'apparition en Méditerranée non pas d'une agriculture à deux vitesses, mais de trois agricultures qui sont en train de se mettre en place, ceci au lendemain des grandes émeutes de la faim dont on n'a pas trop parlé. Sachez qu'en 2008, toutes les grandes

villes de la Méditerranée du sud et de l'est ont connu des émeutes de la faim dont on doit dire qu'elles ont été très rapidement et assez bien traitées politiquement, à la fois par le biais de solidarité internationale, mais aussi de réactivité politique nationale.

Ces émeutes qui auraient pu être très déstabilisantes pour plusieurs de ces régimes du sud et de l'est de la Méditerranée ont été à peu près colmatées avec des systèmes différents. Celui du Maroc a été la distribution de farines par l'Aide Alimentaire Mondiale. L'Algérie a mis beaucoup d'argent, mais elle en a. La Tunisie a trouvé un système qui consistait à réduire l'unité de pain : au lieu que le pain ne pèse un kilo, il en pesait quelques grammes en moins et le prix restait le même. En Égypte, l'aide alimentaire a été extrêmement forte car les tensions étaient extrêmes.

Que s'est-il passé autour de 2008 ? Il s'est passé deux choses extrêmement importantes ; d'une part, des réactivités fortes qui ont définitivement remis la question agricole à l'agenda politique. Nous sortons en 2007-2008 de dix ans d'une doxa internationale qui a été celle du FMI, celle de la Banque mondiale et celle de l'OMC consistant à dire à ces pays

« De toute façon, vous êtes déficitaires, vous le serez encore très longtemps, mettez-vous donc sur le marché mondial, cela vous coûtera moins cher que de monter des politiques agricoles. Vous avez des handicaps d'eau, de climat, donc les avantages comparatifs sont de vous mettre sur le marché mondial et de désarmer vos politiques agricoles ».



Ce qui a été assez largement fait.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui, notamment en raison de ces grandes difficultés d'ordre social qui ont surgi. Presque tous les gouvernements du sud et de l'est de la Méditerranée sont en train de reconstruire des politiques agricoles. Avec certes des difficultés budgétaires, mais au moins sur le plan conceptuel et politique, il y a une volonté de reconstruire des politiques agricoles.

Au moment où l'on construit ces politiques agricoles, on s'aperçoit que ces agricultures sont extraordinairement éclatées. Pour ma part je les analyserai, aussi bien en Méditerranée que de par le monde, non pas en deux types d'agriculture, mais trois.

L'agriculture de firmes

Si l'on veut comprendre ce qui se passe aujourd'hui dans le monde agricole en Europe, en France, dans le monde, il faut abandonner dans l'analyse, l'idée que par nature l'agriculture serait familiale.

Aujourd'hui de par le monde, sur les ruines de la décollectivisation, sur les décombres de la décolonisation, sur les ravages de l'abandon des politiques publiques agricoles dans un très grand nombre de pays, soit par la volonté des États, soit pour des intérêts financiers capitalistiques classiques qui se tournent vers la spéculation sur les matières premières agricoles, nous voyons surgir des agricultures que j'appelle agricultures de firmes.

Ce sont des unités d'exploitation au minimum de 1 000 hectares, mais plutôt dans des moyennes entre 5 000 et 10 000 hectares, qui ont fait l'objet de très grandes manœuvres entre des États et des grands groupes financiers, des grandes banques internationales pour obtenir des baux emphytéotiques - jamais d'achat, mais des concessions, ce qui n'est pas la même chose.



Ceci se passe dans tous les sens :

- Vous avez des États qui ne font plus confiance, ou pas confiance, à la possibilité d'avoir des systèmes mondiaux de régulation pour assurer la sécurité des approvisionnements alimentaires, qui se détournent de la négociation internationale et qui considèrent que leur sécurité alimentaire passe par des accords avec d'autres pays pour préempter sur des terrains sur des surfaces immenses dans lesquelles ils vont faire produire pour assurer la sécurité de leur approvisionnement. C'est l'Égypte en direction de l'Ouganda et du Soudan, c'est la Libye en direction de l'Ukraine et des Républiques d'Asie Centrale, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, qui sont des terres à céréales intéressantes.
- Vous avez des situations inversées, le Maroc qui en appelle aux Français, aux Espagnols, aux Néerlandais, aux Allemands pour venir investir des terres du trône ou des terres laissées relativement vacantes de périmètres irrigués pour les intensifier et produire en interne ou en externe cette sécurité de l'approvisionnement. Il y a eu « l'affaire DAEWOO » dont on a beaucoup parlé à Madagascar qui a jeté le projecteur sur cette affaire. Vous avez le Brésil qui est à la fois acheteur et vendeur, bailleur et preneur.

On a un peu de mal pour le moment encore à tout percevoir de cette situation, vous pouvez avoir des situations multiples, triangulaires où vous avez un état preneur, un état bailleur et une institution financière entre les deux.

- Vous pouvez avoir ce dispositif triangulaire où intervient aussi un opérateur à caractère économique qui va mettre en place les dispositifs de stockage et d'écoulement. On le voit surgir en Méditerranée, et on le voit aussi surgir en Afrique. L'Indonésie et les Philippines font l'objet de grandes spéculations en provenance du Japon, de la Chine. La Chine est très présente en Afrique, Afrique de l'Ouest, Afrique anglophone de l'est. Cela bouge dans tous les sens, il est encore difficile de faire le tableau.

Retenons à ce stade du débat que c'est un grand tournant dans l'histoire de l'agriculture et surtout dans l'histoire des politiques de sécurité alimentaire des pays, c'est une nouveauté radicale. On compte beaucoup plus sur ces modes de rachat que sur une construction concertée, régionalisée de l'approvisionnement.

Ceci a des conséquences sur l'Europe et sur la France sur lesquelles je reviendrai.

L'agriculture familiale

Le deuxième pôle de ces agricultures, ce sont des agricultures familiales bien entendu. Nous avons des agricultures familiales, nous en avons en Europe, nous en avons en Méditerranée, nous en avons partout par le monde. Mais ces agricultures familiales sont elles-mêmes d'une extraordinaire diversité.



Vous avez des agricultures qui sont encore familiales - mais pour combien de temps, je ne sais pas - qui correspondent à des montages juridiques complexes entre des sociétés, certes à capitaux familiaux, mais qui peuvent en une génération ne plus l'être complètement. Une société à capitaux familiaux qui gère le foncier, une autre qui gère le capital d'exploitation, une troisième qui gère l'activité commerciale, parfois deux ou trois qui s'imbriquent les unes dans les autres, impliquant plusieurs générations, avec des intérêts qui peuvent être très divergents par rapport au développement de ces formes familiales... Leur caractère familial devient de plus en plus abstrait, de plus en plus fragile.

Imaginez, comme on l'a déjà dans le bassin parisien ou dans les Landes, le dispositif d'une exploitation de 200 hectares qui fait déjà l'objet de cette superposition de sociétés foncières, de sociétés civiles d'exploitation agricole, de sociétés commerciales, qui se met dans une grande holding où vous avez 10 exploitations de 200 hectares qui se mettent ensemble pour construire ensemble leur assolement, faire appel à l'entreprise pour ne pas investir trop dans le matériel... Je veux bien que ces exploitations soient familiales, mais elles entrent dans une abstraction financière et patrimoniale qui est très lourde.

C'est un mouvement très lourd qui se déploie notamment en France, mais également aux Pays-Bas, en Allemagne. Ce n'est pas vrai aux États-Unis: il est extrêmement intéressant de noter qu'aux États-Unis, dont on a toujours fait le modèle de ce qui va nous arriver avec dix ans d'écart, le nombre d'exploitations sur les dix dernières années a augmenté alors que le nôtre a diminué d'un tiers.

Il y a des tensions très fortes entre les modèles familiaux d'agriculture et ce modèle plus abstrait, Je mets aussi dans ce « pôle d'agriculture familiale » l'exploitation familiale à deux unités qui tire la quasi-totalité de son revenu de son exploitation. Entre les deux, vous avez toutes les formes : l'exploitation plus solitaire et plus sociétaire, un peu de remontée de pluriactivités ou de pluri-revenus dans le ménage agricole. Bref, un kaléidoscope assez intéressant.

L'agriculture de survie

Enfin, et la Méditerranée le met clairement en évidence, vous avez des agricultures de survie dans lesquelles nous trouvons nos 800 millions des plus pauvres de la planète du début du 21^{ème} siècle. Je veux souligné une illusion d'analyse que les sociologues ont très largement entretenue - je bats ma coulpe pour ce qui est de ma corporation - mais ce n'est pas parce qu'on s'est trompé pendant 30 ans qu'il faut continuer de le faire :



clairement, les agricultures postcoloniales, post collectivistes, ne sont plus des agricultures familiales tout simplement parce que nous n'avons pas affaire à des populations paysannes.

Nous avons affaire à des populations qui ont été acculturées à leur propre culture paysanne donc des cultures de synthèse, des cultures qui allaient aussi de la plante à l'animal, qui avaient des visions patrimoniales du sol, non pas des visions instrumentalisées. Ces populations sont entrées dans une spécialisation du travail et ont perdu ces capacités de synthèse, ont perdu des savoir-faire. On comprend, quand on y regarde de près, pourquoi il ne suffit pas de donner deux hectares, une vache, une basse-cour, un potager pour que cela fasse une famille paysanne. Cela ne fait rien du tout. Je ne sais pas pourquoi certains programmes de coopération ont gardé l'idée que parce que les gens étaient sur la terre ils savaient la cultiver.

Il faut quatre siècles pour apprendre à cultiver la terre, il faut à peu près 30 ans pour désapprendre.

Donc, on est en face d'une sorte de populations que je qualifierais plutôt de rurales que d'agricoles, qui vivent dans des espaces ruraux, qui ne quittent pas ces espaces ruraux car contrairement à ce qui s'est passé à certains moments de l'histoire, l'industrie, les services, ou d'autres activités n'appellent pas ces populations. Elles sont assignées à la pauvreté sur place. Ce n'est pas parce qu'elles sont à la campagne qu'elles sont moins pauvres et plus en capacité de s'alimenter que si elles étaient dans un bidonville.

Quant aux pauvres des bidonvilles, on ne dit pas que ce sont des paysans. On dit que ce sont des urbains pauvres. Là, on a des ruraux pauvres.



Il y en a un milliard dans le monde, ce qui n'est pas rien, l'exemple type sont les « Sans Terre » brésiliens. Pour apporter de l'eau à mon moulin, je pourrais vous raconter 40 anecdotes de ces « Sans Terre » qu'on a installés sur des fronts de colonisation, soit sur le sud, soit sur l'Amazonie et une fois qu'ils ont été installés dans une petite maison avec un lopin, on s'aperçoit que ces familles ne savent pas comment on tue une poule.

On a constaté que pour tuer les poules ils les lapidaient, parce que tout cela ne s'invente pas, tout cela se transmet, or des coupures radicales dans la chaîne de transmission se sont opérées.

Donc je boucle ma boucle sur la situation méditerranéenne, ces populations ne sont attendues nulle part, elles ne sont pas encadrées par des processus de développement, elles sont sur des surfaces incertaines, il n'y a pas de cadastre, pas de titre de propriété...

Comment imaginer un dispositif de développement pour ces populations qui ont été acculturées à leur propre culture paysanne ?

C'est une donnée de contexte géopolitique et ce que je dis là de la Méditerranée sur ses trois types d'agriculture, il faudrait le garder en mémoire pour imaginer des politiques agricoles qui prennent en compte cette tri polarité des agricultures. La leçon de la Méditerranée nous apprend beaucoup pour l'Europe, car si vous regardez l'Europe de la Roumanie à Midi-Pyrénées, au hasard, si vous passez par les Länders de l'est, si vous passez par les montagnes des Carpates, vous retrouvez bien ce tripode des agricultures, des agricultures qui ne sont plus familiales d'un côté et d'autres agricultures qui ne sont pas encore familiales et qui ne le seront peut-être jamais.

Voilà sur ce deuxième aspect géopolitique et géoculturel de la Méditerranée.

Les ressources naturelles

Je passerai un peu plus rapidement sur les autres points pour évoquer la question des ressources naturelles. La Méditerranée cumule un handicap très lourd, c'est la région du monde où la ressource en eau est la plus mal répartie. La Méditerranée a de l'eau au nord : le Mont Taurus, les Alpes, les Pyrénées. Le sud a un grand fleuve, le Nil, mais il ne traverse pas l'ensemble des pays du sud.



C'est une des régions qui accuse le plus de phénomènes extrêmes et de réchauffement sur ces dix dernières années, ce qui a un impact très fort sur l'agriculture et sur la gestion de l'agriculture, sachant que c'est une région où 70 % de la ressource en eau est utilisée pour l'agriculture. Donc si l'eau vient à manquer, c'est à la fois un problème agricole, un problème de santé des populations puisque nous avons encore dans la Méditerranée du sud et de l'est au moins 30 % de la population qui n'a pas accès à l'eau potable, ce qui est un problème de santé publique énorme.

Sur les ressources naturelles, diminution des surfaces cultivables, raréfaction de la ressource hydrique, c'est une situation extrêmement difficile.

Le développement des sciences et des techniques en Méditerranée

Le quatrième point concerne le faible niveau de développement des sciences et des techniques en Méditerranée. C'est une leçon politique pénible pour nous sur laquelle on n'insistera jamais assez, que s'est-il passé depuis la décolonisation ?

Le débat international a consisté à dire :

« La science coûte très cher, donc, vous, pays jeunes, n'ayez pas l'ambition de vous consacrer à faire de la science, vous ne pouvez pas tout faire ; donc organisez d'abord votre production. Quant à la science, on va la faire au nord et quand elle sera faite on vous transférera les connaissances, les paquets techniques et technologiques ».

Ceci n'était pas forcément un discours machiavélique, je ne cherche pas à le diaboliser, je cherche seulement à le restituer dans un contexte. Mais le résultat est catastrophique. Je passe de côté le fait de l'exportation de paquets technologiques absolument inadaptés à des cultures, à des économies, à des



situations au sud. Passons là-dessus, on pourrait en parler pendant des heures, ce qui est plus important c'est qu'au fil du temps la science est devenue exogène à la culture de ces pays.

Nous avons aujourd'hui un très grand divorce entre la culture de ces pays arabes et la culture scientifique et technique partagée dans le reste du monde.

La science apparaît comme une production du nord, pire une production de l'Occident, et elle est rejetée en tant que telle. C'est une grande leçon, ce n'était pas inscrit dans l'Histoire - quand on sait la place de la science dans la culture arabe – de se retrouver aujourd'hui dans cette situation.

La leçon que j'en tire, c'est qu'il ne peut pas y avoir de culture scientifique dans une société qui n'est pas elle-même un tout petit peu productrice de science.

En d'autres termes, là où il n'y a pas de recherche, si peu que ce soit, il n'y a pas de culture scientifique partagée par le reste de la société. Ce qui veut dire qu'il faut prendre en compte cette question de la culture scientifique et technique, de la coopération scientifique et technique de toute urgence. Si j'étais un peu caricatural, je dirais : plus on cherchera à leur enfourner des OGM, plus ils les rejeteront. S'il n'y a aucune participation à la construction de cette connaissance, à la construction de cette nouvelle technologie, il y aura rejet compte tenu des tensions culturelles à la surface du monde.



Prenons le bassin méditerranéen, et mettons les points sur les i : plus les Israéliens seront en pointe sur cette nouvelle technologie, plus les pays arabes s'y opposeront et seront dans une situation de rétraction absolument radicale par rapport à toute culture scientifique et technique.

Comment reconstruire une culture scientifique partagée ?

C'est très important parce que si nous n'avons plus la science pour nous parler, autour de quoi allons-nous nous parler ? Nous ne sommes pas d'accord sur le plan politique, nous n'avons pas les mêmes approches de la sécularisation des sociétés et de la place des religions dans les sociétés, nous avons des déséquilibres économiques abyssaux, d'une asymétrie totale.

Un des horizons qui peut nous permettre de trouver des références communes, de trouver un langage commun, de trouver un horizon commun, c'est celui que peut nous apporter une construction scientifique en commun dont on partagera les termes, les mots - parce que les mots sont très importants. L'intérêt de la science est de construire des mots ensemble pour désigner des réalités.

La grande leçon, j'ai appris cela en Méditerranée ces dernières années, c'est que si l'on ne produit pas de la science dans une société, cette société se détourne de la science et si une société se détourne de la science, elle va rentrer dans la mondialisation par la pire des portes, ce qui sera évidemment porteur de grandes tensions.

J'en appelle à vous responsables politiques pour des questions de coopération pour la région Midi-Pyrénées. Je vais avoir le plaisir de participer à un sommet mondial qui se tient à Dakar en janvier sur la question du rôle des régions dans la construction de la sécurité alimentaire mondiale, où Midi-Pyrénées a des actions de coopération de région à région.

Je vous invite à réfléchir à cette question de la coopération scientifique entre les universités, entre les écoles, entre les professions. Ce n'est pas que l'apanage des chercheurs, tout le monde est là-dedans si l'on veut construire quelque chose d'un peu durable. Ce sont des temporalités qui ne sont pas celles d'un mandat politique, il faut avoir assez d'abnégation pour penser un avenir qui dépasse nos petits avens. Mais c'est à cette aune-là qu'on arrivera à faire quelque chose. Je vous y invite très fortement, d'autant que vous avez rappelé, Président, que vous êtes une des régions les plus privilégiées de France quant à son potentiel scientifique, notamment agronomique. Tout cela est une immense responsabilité.



C'est une question très forte. Il y a beaucoup de coopération autour des questions agricoles, autour des questions alimentaires.

Peut-on arriver à construire des coopérations où il y ait aussi de la recherche articulée à ces questions de coopération agronomiques, alimentaires, commerciales ?

Il y a aussi un immense besoin de reconstruire des communautés scientifiques et de faire en sorte que les chercheurs que l'on forme chez nous restent aussi chez eux.

Le problème n'est pas de les renvoyer chez eux : si vous renvoyez un jeune chercheur dans son pays, s'il n'a aucun moyen de travail, s'il n'a pas moyen de rencontrer la communauté scientifique, au bout de trois ans il se décourage et il s'en va, forcément.

Comment construire des dispositifs d'accompagnement des laboratoires, d'accompagnement des jeunes chercheurs et faire en sorte qu'ils prennent en charge la responsabilité de la construction scientifique de leur pays et qu'ils ne l'attendent pas de l'extérieur ?

Il y a beaucoup à réfléchir sur cette façon de reconstruire. Ce n'est pas du tout une clause de style. Je crois beaucoup que les coopérations décentralisées, que les jumelages sont des bons moyens.

Pourquoi ? Parce que vous avez plus facilement dans une région, dans des villes, une capacité à construire la continuité dans le temps alors que les programmes d'États, ou même européens, sont toujours sur des temporalités brèves et on ne sait jamais si on pourra les continuer. C'est au maximum à sept ans et la plupart du temps à quatre ans. Or ici on n'est pas sur des choses à quatre ans, on est sur des temps longs.

Une des questions de la responsabilité politique est de savoir comment réintroduire du temps long pour arriver à construire quelque chose.

L'alimentation dans le pourtour méditerranéen

Cinquième point rapidement, sur l'alimentation, sur le diagnostic. En gros la diète méditerranéenne est plus pratiquée en Scandinavie qu'en Méditerranée. Nous avons une explosion en Méditerranée des maladies cardiovasculaires, du surpoids, de l'obésité, du diabète. Il y a une bombe à retardement de santé publique sur tout le pourtour méditerranéen, bien sûr plutôt au sud et à l'est, notamment autour des questions de diabète qui sont extrêmement préoccupantes.

Tout ceci pour deux raisons, du côté des populations urbaines parce que le régime alimentaire a basculé très rapidement et il n'est pas maîtrisé. Ce sont les problèmes de déséquilibre alimentaire que nous avons connus en Europe il y a 25 ans sur lesquels nous avons travaillé, grâce à quoi nous avons résolu beaucoup de problèmes.



Pour les uns, nous sommes dans cette phase de très fort déséquilibre alimentaire. Et pour les autres, le problème est celui d'une insuffisance alimentaire avec une partie non négligeable des populations rurales de l'intérieur qui ont une alimentation pauvre, peu variée et en plus qui ont des problèmes d'eau potable et d'hygiène.

Enfin, le sixième point concerne *la gouvernance des mondes ruraux agricoles*, j'ai anticipé sur ce sixième point, je vous en ai parlé à travers la reconstruction de ces politiques agricoles qui sont en cours, donc je n'insiste pas.

II - LES CHANTIERS A METTRE EN ŒUVRE

Je voudrais passer maintenant, en ayant en tête ce diagnostic, aux chantiers qui me paraissent importants à mettre en place pour avancer et retourner la situation. Cinq chantiers à l'examen de cette situation qui est extrêmement inquiétante. Je ne fais pas du pessimisme par souci de paraître intelligent... On apparaît souvent plus intelligent quand on est pessimiste que quand on est optimiste, l'optimisme a quelque chose à voir avec la béatitude un peu sotte, du coup cela réfrène un peu. Mais l'examen approfondi de la Méditerranée est inquiétant.

En faisant ce travail de prospective sur la Méditerranée à 2020, nous nous sommes dits qu'il y avait cinq grands chantiers sur lesquels on pouvait intervenir pour retourner un peu la position et la difficulté.



La production

Le premier chantier concerne l'agriculture avec la grande question que nous nous posons tous partout :

- Comment produire plus, comment produire mieux, et comment préserver les ressources naturelles ? Comment préserver l'eau, comment préserver les sols ? Ce qui est préoccupant, c'est l'appauvrissement et l'érosion des sols.

Autour de tout cela la réflexion agronomique se centre sur la question des modèles de développement :

- Comment penser une intensification de la production en Méditerranée avec une eau rare et surtout avec une population agricole potentiellement très nombreuse ?
- Comment éviter un surpâturage des sols ?
- Comment inventer ces modèles un peu parcimonieux, probablement peu mécanisés, faisant plus appel à la main d'œuvre qu'à la mécanisation ? Est-ce encore possible culturellement ?

Il y a des tentatives d'expérimentations qui se font ici ou là, mais là encore je crois que pour avancer il faut accepter en Méditerranée de regarder la réalité et d'avoir sûrement **trois politiques agricoles** :

- On ne peut pas interdire à ces pays d'avoir un développement de leurs cultures d'exportation parce que leur balance commerciale est tellement catastrophique qu'il est légitime qu'ils cherchent à être un peu sur des créneaux d'exportation ;



- Il faut restaurer les cultures vivrières et restaurer l'objectif de sécurité alimentaire des populations. On peut imaginer qu'à côté de quelques créneaux d'exportation, il y ait des cultures centrées sur la sécurité alimentaire nationale.
- S'agissant des agricultures du troisième type que j'ai appelées agricultures de survie, peut-être faut-il, et même dans le cadre d'une solidarité nationale, imaginer des politiques sociales qui accompagnent ces populations plutôt que de les faire rentrer dans des circuits de production sur lesquels on n'arrivera pas à les accompagner. Il faut se poser la question de façon aussi brutale que cela.



La qualité

Le deuxième chantier, à côté de la production et de la construction d'une sécurité alimentaire quantitative, est celui de la sécurité alimentaire qualitative. Ce sont les deux à la fois, on ne peut pas dire « le problème de la Méditerranée n'est pas tellement le problème qualitatif, ça c'est un problème de riches, il faut s'intéresser à la quantité et on verra après pour la qualité ».

Ne pas s'intéresser à la question de l'équilibre des régimes alimentaires, de la qualité des produits, de l'eau potable, créerait dans ces pays une bombe à retardement de santé publique. De telle manière que ce n'est pas l'un ou l'autre, mais forcément l'un et l'autre.

Donc il faut aborder la mise en place des agences de sécurité sanitaire des aliments, la mise en place des conseils nutritionnels...

Ces populations, ne vous faites pas d'illusions, sont confrontées aux mêmes problèmes que nous. Je prends un exemple un peu brutal : de la même façon que ce n'est pas parce que vous êtes sur un lopin de terre que vous savez cultiver, ce n'est pas parce que vous êtes mère de famille que vous savez cuisiner. Si on ne vous l'a pas transmis, si on ne vous l'a pas appris, il ne se passe rien. Il ne reste plus que le Mac Do, parce qu'il faut bien manger.

La question de la transmission des cultures culinaires, des cultures alimentaires est une question qui est aujourd'hui posée dans toutes les sociétés urbaines méditerranéennes. Ce n'est pas une question du Nord et de l'Occident. C'est un problème culturel très intéressant que l'on connaît bien chez nous. Comment se transmettent des savoirs qui jadis se transmettaient au sein de la famille, que l'école n'a jamais transmis considérant que c'était à la famille, à la cellule familiale de les transmettre ?

Mais face à ce déficit de transmission enregistré il y a un vide sur ces questions d'hygiène alimentaire, de savoir-faire alimentaire, de savoir-faire culinaire, qu'on ne sait pas très bien par quel bout prendre. Nutrition des populations, savoir-faire culinaires, alimentaires, cela a à voir avec la question de la sécurité des aliments.

La construction de la mise en marché

Troisième sujet, pas le plus difficile honnêtement, en tout cas qui ne vous apparaîtra pas le plus difficile parce qu'il y a une vraie expérience dans notre pays, celui de l'organisation des filières, de la construction de la mise en marché.

On peut probablement imaginer que dans ces pays on arrive à construire la connexion du tuyau entre la grande distribution et les producteurs. On ne peut pas rester les bras ballants devant le fait que la grande distribution achète à l'extérieur et que les producteurs n'ont pas de marchés à l'intérieur.

Mais c'est plus facile à dire qu'à faire parce qu'en fait on rejoint un problème politique ; le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte - il n'y a que la Jordanie qui est plus en avance là-dessus - tous ces pays ont très peur que les producteurs représentent des contre-pouvoirs incontrôlables s'ils s'organisent.

On a un vrai problème politique autour de cela et on ne sait pas bien par quel bout le prendre.

L'intégration des populations

Le quatrième point concerne les territoires ruraux. Je passe de l'agriculture au territoire, avec la question de la multifonctionnalité de ces territoires, notamment leur rôle d'intégration des populations qui sont marginalisées.

La recherche et la formation

Le cinquième chantier concernera la reconstruction, le renforcement et la mutualisation des capacités de recherche et de formation. Nous avons lancé une opération assez lourde avec l'appui de l'Union Européenne pour mettre en réseau l'ensemble des appareils de recherche agronomique de l'ensemble du bassin méditerranéen, en leur disant « ne vous reconstruisez pas tout seuls, mutualisez, construisez ensemble vos politiques recherche ».

On ne peut pas imaginer aujourd'hui, dans l'état actuel de la recherche, qu'un seul pays puisse couvrir le spectre disciplinaire et l'ensemble des problèmes posés. On ne peut construire une recherche agronomique méditerranéenne - c'est de la plus grande importance et c'est notre intérêt si vous pensez à toutes les maladies émergentes, à toutes les vérolés qui se baladent - si l'on n'a pas la connaissance de ce qui est en train d'émerger comme nouveaux problèmes sanitaires.

Mais cette connaissance a tout intérêt à être construite de façon mutualisée. Il faut construire des grandes plates-formes méditerranéennes avec tous les chercheurs de l'ensemble des pays. De plus ; c'est tout à l'intérêt des chercheurs car on les met ainsi dans une communauté internationale qui n'est pas fermée, on évite qu'ils soient domestiqués par leur pouvoir politique. Tout cela est intéressant et faisable.



Imaginez des communautés scientifiques, en médecine, en agronomie, en météorologie, en sciences du sol, à l'échelle de la Méditerranée. Ce sont des projets à 20 ans : on ne construit pas cela en inaugurant un bâtiment, il faut deux générations de chercheurs pour que cela tienne. C'est une affaire longue, mais je pense que c'est possible parce qu'il y a de vraies capacités, des jeunes générations qui ont envie de prendre leur place là-dedans.

Cela suppose, et c'est la conclusion, l'inversion des tendances. Je crois profondément que si nous voulons avancer et faire quelque chose, il faut construire une entité méditerranéenne. On ne la construira pas comme on a construit l'Europe ; c'est un sujet de débat, autour du projet d'Union pour la Méditerranée. Prendre le modèle européen pour construire la Méditerranée est la meilleure façon à mon avis de ne pas y parvenir, parce que l'Europe s'est construite sur un projet de réconciliation et de protection dans un contexte de guerre froide face aux pays de l'Est, à la montée du communisme.

Tout ce contexte-là n'a plus de sens : on est sur d'autres clivages culturels et politiques, on est sur d'autres rapports de force en n'oubliant jamais que la Méditerranée est une mer et qu'il n'y a pas d'ensemble au monde qui soit à ce point traversé par les contradictions du monde. La Méditerranée ne s'enfermera jamais, elle est extraordinairement présente par ses diasporas dans le monde entier. Le mode de construction que l'on pourra imaginer sera forcément très original, certainement beaucoup plus fluide, plus thématique. Viser une unité politique est voué à l'échec. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne faut rien faire.

III - SCENARII D'EVOLUTION

Dans cette perspective, on a dessiné, et je vais conclure par là, quatre scénarii d'évolution de la Méditerranée.

Une Méditerranée sans ambition

Un premier scénario que nous avons appelé « une Méditerranée sans ambition », c'est-à-dire la poursuite des tendances actuelles. Mais si vous poursuivez la tendance de cassure nord/sud et de cassure sud/sud, c'est un scénario assez catastrophique. Dans ce premier scénario que nous avons développé, on imagine quelques palliatifs pour faire en sorte que cela n'explose pas, par exemple ce qui a été fait lors des dernières émeutes de la faim.



L'explosion de la Méditerranée

Nous avons, à côté de ce scénario, regardé ce que pourrait être un scénario vraiment sous tension, et à l'horizon de dix ans un possible scénario d'« explosion de la Méditerranée ».

L'explosion de poudrières internes, de poudrières externes... si vous noircissez le tableau du conflit israélo-palestinien, si vous noircissez le tableau de la sclérose et de la succession et de la guerre de succession qui va s'ouvrir en Égypte, en Algérie, en Tunisie et même en Libye, également la relative fragilité du régime marocain. Il ne faut pas se tromper, tout le monde a intérêt à ce que cela tienne. Il y a une vraie fragilité géopolitique de l'ensemble de la Méditerranée. Si l'Europe, c'est ma conviction, ne fait rien, on risque d'avoir une situation explosive. Ce sont nos voisins. Comment laisser nos voisins dans des situations de fragilité et de crise ?

Une Méditerranée ouverte sur l'ensemble du monde

Face à cela il y a deux autres scénarii sur lesquels nous avons beaucoup réfléchi, un scénario d « une Méditerranée ouverte sur l'ensemble du monde » et préemptée par les grandes puissances mondiales. C'est déjà assez le cas, pas seulement à partir de la question israélo-palestinienne, mais si vous prenez la question alimentaire, sachez qu'en 2002-2003 60 % des céréales consommées dans le bassin méditerranéen étaient importées de quatre grandes puissances aux antipodes, Canada, États-Unis, Argentine, Australie.



En quatre ou cinq ans, les choses vont très vite, rien n'est stabilisé, les choses ont bougé. On a vu apparaître deux nouveaux grands opérateurs : le Brésil qui est en passe de devenir un des premiers fournisseurs des pays de la Péninsule arabique et le réveil de la mer Noire avec l'Ukraine, les grands consortiums ukrainiens et le tchernoziom russe, le réveil d'Odessa, le réminiscence du grenier à blé de la Mer Noire et d'Odessa. C'est devenu une réalité, c'est important pour vous.

Dans cette situation nous voyons l'Europe stagner, même si l'Europe reste le premier fournisseur et le premier importateur. Nous sommes en effet les premiers fournisseurs et les premiers clients sur l'ensemble des pays partenaires, mais ces situations ne sont pas acquises.

Une Méditerranée de la diaspora

On peut avoir, et on a aussi beaucoup réfléchi à cela, un scénario d'« une Méditerranée de la diaspora », la Méditerranée dans le monde, la Méditerranée multi partenariale où chaque pays choisit ses partenaires commerciaux, politiques, culturels et tourne le dos à la construction de sa possible convergence, je ne dirai pas unité. C'est un scénario très plausible.

Les Chinois sont très présents en Méditerranée. Toute l'infrastructure algérienne est en train d'être construite par les Chinois : le grand hôtel d'Alger d'une grande chaîne a été construit par les Chinois, l'aéroport d'Alger a été construit par les Chinois, la radiale est construite par les Chinois, les Chinois ont dealé sur la question du BTP. Il y a une centaine de tours de 20 à 25 étages qui ont été construites en cinq ans par le BTP chinois. Après ils sont en Afrique de l'Ouest.

Les Américains sont très présents au Maroc, mais aussi les pays du Nord. La Tunisie a vraiment une palette de partenaires très importants, où l'on retrouve souvent les États-Unis. On a aussi une forte présence des pays asiatiques en Égypte.

Une pluralité assez intéressante qui après tout peut être un scénario de développement, de décollage de la Méditerranée, mais qui va marginaliser l'Europe. Je ne suis pas pour un partenariat exclusif entre l'Europe et les pays de la Méditerranée... Je pense que ce serait très malsain parce que nos relations sont trop complexes, on a plutôt intérêt à avoir des partenaires tiers, c'est très intéressant.



Mais entre avoir d'autres partenaires et être marginalisé, il y a une différence.

Un partenariat euro-méditerranéen

Le scénario en rose, il faut bien l'évoquer, c'est le scénario de la construction d'un partenariat euro-méditerranéen, un partenariat très fort qui trouve progressivement ses marques d'abord sur le plan politique, ensuite sur le plan économique et culturel. Tout cela est très important.

On peut le construire, c'est le premier point: cela veut dire que nous arrivions à mieux écouter les pays du sud et de l'est pour savoir comment eux voient leur partenariat avec l'Europe. Ce qui est très pénible dans la situation actuelle, c'est que nous sommes dans un dialogue politique très descendant. Nous n'arrivons pas à le faire émerger comme une discussion circulaire entre l'ensemble des pays.

Un deuxième point spécifique, qui est au cœur de notre sujet, est de savoir comment sur la question de la sécurité des approvisionnements alimentaires en Méditerranée, l'Europe peut jouer un jeu. Quand je dis cela, je ne dis pas qu'il faut étendre la Politique Agricole Commune à l'ensemble du bassin méditerranéen, nous n'en avons pas les moyens et l'exercice va être déjà assez compliqué à 27... Alors à 42, je n'en donne pas cher ! Mais il faut parvenir à dire comment, dans les objectifs qu'on assigne à l'agriculture méditerranéenne et dans ses horizons, on prend en compte la sécurité des approvisionnements en Méditerranée, et quels outils on invente pour la construire.

Parfois dans le sud-ouest, vous êtes sensibles - et je ne vous jette pas la pierre là-dessus -, à la fraise, à la tomate qui n'est pas qu'une affaire de la Méditerranée du sud, mais une affaire avec

les Espagnols, les Italiens. Est-il possible d'oublier deux secondes la tomate qui cache la forêt pour penser aux céréales, aux produits laitiers qui sont des grands enjeux alimentaires de la Méditerranée, sur lesquels il y a un immense besoin ? Comment penser un partenariat euro-méditerranéen sur la question des céréales ? Ne prenons que cela, commençons par là, qu'est-ce que cela veut dire en termes d'équipements, en termes d'accords ?

Je sais que ce n'est pas « OMC compatible » que de rechercher des partenariats privilégiés. Sauf que je reviens sur la question des agricultures de firmes et aussi sur la façon dont certains États se désespèrent définitivement de la conclusion d'accords multilatéraux en prenant en bail des terres ailleurs.



Il n'est pas moins « OMC compatible » de passer des accords de voisinage et de partenariat. Car, à la lumière des accords de Copenhague, quel sens trouver au fait de faire venir des cargos de Canberra jusqu'à Alexandrie alors qu'on peut traverser cette mer à partir des ports de la Mer Noire et puis du sud de la Méditerranée pour construire cet élargissement ?

Il y a là un grand sujet dont le monde agricole devrait s'emparer pour en construire les attendus. Parmi les raisons que nous avons d'avoir une Politique Agricole Commune, il y a – et c'est renforcé par ce qui s'est passé dans cette décennie - la nécessité de garantir aux peuples d'Europe une sécurité quantitative et qualitative.

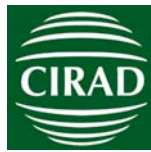
On sait qu'aujourd'hui cette sécurité est fragile, peut se détruire en dix ans. Il n'est pas insensé de se dire qu'il est aussi en partie de la responsabilité de l'Europe de s'assurer que le bassin méditerranéen peut manger à sa faim tous les jours.

Ce n'est pas politiquement inacceptable, même si c'est politiquement discutable, mais cela mérite d'être mis sur la table.

IV – PERSPECTIVES

Je vais m'arrêter là pour dire que cette question méditerranéenne est aussi une question européenne parce qu'elle est la question de la stabilité des peuples de l'Europe, par effet boomerang de la paix et de la stabilité de l'Europe dans son voisinage avec le flanc sud.

Cette question euro-méditerranéenne est aussi la question de la sécurité des approvisionnements - je ne dis pas de l'autosuffisance.



Je ne l'ai peut-être pas dit en introduction, mais je le dis en conclusion : il y a une convergence de toutes les prospectives qui ont émergé de par le monde, prospective internationale, prospective de l'INRA et du CIRAD (qui s'appelle Agrimonde), prospective du CIHEAM (Méditerranée) sur le fait suivant : la Méditerranée est la région du monde la plus dépendante des marchés mondiaux pour assurer sa sécurité alimentaire à l'horizon de vingt ans.



Quand on sait le caractère erratique de ces marchés mondiaux, il faut trouver des contre-feux sur cette question.

Dans cette question, bien entendu ce que je dis interroge aussi votre projet agricole en Midi-Pyrénées compte tenu de vos vocations agricoles, compte tenu du fait que vous êtes une région européenne, mais que vous êtes aussi une région méditerranéenne.

Merci.

(*Applaudissements*)

DEBAT AVEC LA SALLE

M. Jean-Louis CHAUZY

Avant de donner la parole à Jean-Claude FLAMANT pour l'animation et permettre le débat, en préparant cette conférence j'ai effectué quelques relectures, je vous en cite deux : à la fin de son mandat de dix ans qui a été brillant, Jacques DELORS s'adressant aux chefs d'États européens a pointé son doigt sur la Méditerranée, il a dit : « *les prochains boat people seront pour la Méditerranée parce que les ventres creux viendront* ».

Ma deuxième citation vous surprendra, c'est l'ancien chef d'État de la République algérienne nationaliste, dur, intransigeant, mais grande voix dans tous les débats du Tiers Monde sur les rapports nord/sud, BOUMEDIENE s'adresse à un parterre de



traditionalistes musulmans et il leur dit : « *les peuples qui ont faim n'ont pas besoin d'écouter les versets du Coran, les peuples qui ont faim ont besoin de pain, les peuples malades d'hôpitaux et les peuples ignorants de savoir* ».

À la veille de 2010, autant les paroles de DELORS que celles de BOUMEDIENE restent vraies. Vous avez rappelé les émeutes de la faim dans les capitales des pays de la Méditerranée il y a moins de deux ans, on l'a presque oublié parce que la réactivité a été immédiate pour des raisons d'explosion en chaîne au plan politique, mais on peut retrouver ces situations difficiles.

M. Jean-Claude FLAMANT



Merci beaucoup Bertrand pour ce que tu nous as dit et apporté. J'ai retrouvé ta manière de construire tes conférences et tes échanges, on démarre par quelques éléments ponctuels, des chiffres, des paramètres.

Puis, deuxième temps un certain nombre de questions pour lesquelles on se dit « oui ce sont des questions intéressantes », Et d'un seul coup, on passe au niveau au-dessus : voilà les perspectives possibles pour le futur, voilà en quoi ces perspectives sont déjà actuellement à l'œuvre, et quelles sont les possibilités pour contrecarrer les avènements qui nous déplaisent, qui nous nuiraient, pour encourager collectivement des avènements positifs intéressants pour ces populations comme pour nous.

Il y a bien ce partenariat, ce binôme, ce lien qui se fait, qui a inspiré toute ta réflexion.

Je vous invite à poser les questions.

M. Patrick DE PERIGNON

Agriculteur et membre du CESR au titre de la Coordination Rurale.

J'ai trois questions.

Monsieur HERVIEU, vous avez partiellement répondu à ma première question, mais je tiens à la poser : pensez-vous que pour conforter la nécessaire sécurité alimentaire, l'Europe doit stabiliser sa frontière tout en favorisant des accords privilégiés avec les pays de la Méditerranée ? Ou bien faut-il continuer un élargissement de l'Europe sans mettre de frontières en partant du principe que plus on est nombreux plus on est fort ?

Ma deuxième question : les produits agricoles étant stratégiques et tellement spécifiques, faut-il sortir l'agriculture de l'OMC ?

Enfin, ma troisième question est plus technique : d'après vous, l'outil OGM est-il un bon outil ?

Merci.

M. Guy BERNAT

Ancien syndicaliste avec Raymond LACOMBE.

Ma question est la suivante, je ne dirai pas tout le mal que je pense de l'OMC, mais justement, et c'était le propos de Raymond LACOMBE que le Président évoquait tout à l'heure, comme l'Europe s'est construite avec un marché commun, des barrières douanières, n'est-il pas encore temps de créer une OMC éclatée avec quatre ou cinq grandes régions ou sous-continentes ou continents, l'Asie, les pays du Nord, l'Afrique et d'autres, l'Inde sans doute, de manière à ce que l'on n'ait pas une OMC, c'est-à-dire un marché unique capitalistique stupide ?

N'est-ce pas la seule chance d'éclater cette OMC en vue de sous-secteurs OMC permettant un développement équilibré agriculture, services, développement et recherche ?

M. Bernard GUIDEZ

Je ne sais pas si je me présente à Bertrand HERVIEU... Il y a très longtemps qu'on se connaît. Je représente la Fédération des Coopératives au CES et je suis agriculteur dans le Tarn et responsable de la coopérative Arterris. Dans une vie passée récente, j'étais Président d'une association qui se voulait militante pour une agriculture productive et respectueuse des milieux.

Pour l'analyse, je confirme ce qu'a dit Jean-Claude Flamant, on a toujours plaisir à écouter Bertrand HERVIEU.

Des phrases clés extrêmement importantes, que je répète « *s'il n'y a plus de science, on ne peut plus se parler* » : de plus dans le milieu scientifique toulousain, c'est important de dire cela. « *Si une société se détourne de la science, elle entre dans la mondialisation par la pire des portes* », je cite Bertrand HERVIEU.

Le problème est qu'il y a rupture entre l'opinion publique et la science. Nous agriculteurs, nous baignons dans la science et la science est contestée par l'opinion publique, comment faire ?

Je pourrais développer, prendre des exemples précis. Je n'en prendrai qu'un, je me fais souvent enguirlander, et je ne suis pas le seul, par des citoyens ou par des journalistes qui disent « arrêtez d'arroser le jour, vous perdez 70 % de l'eau ». Les scientifiques nous disent qu'on perd entre 5 et 8 %. Si l'on veut arroser seulement la nuit, il faut le double d'irrigation donc ce n'est pas compétitif et donc la région est morte.

Deuxième remarque, tu as dit qu'en 2002, 2003 et 2004 les fournisseurs de la Méditerranée étaient le Canada, les USA, l'Argentine, l'Australie pour le blé tendre et le blé dur. Ce sont aussi les céréales à deux pattes, je veux dire les canards.



Aujourd'hui le Brésil fournit des volailles en Arabie avec une entreprise française qui est allée travailler au Brésil parce qu'elle ne peut plus travailler en France. Mais nous avons aussi un surplus de céréales que nous ne pouvons pas exporter. Pourquoi cette société est-elle partie ?

Parce que les conditions sociales chez nous sont trop élevées, je trouve normal qu'elles soient plus élevées chez nous, mais surtout parce que les normes environnementales et les normes sociales n'existent pas au Brésil.

Par contre chez nous on a tellement exagéré dans les précautions - je ne parle pas du social, je suis d'accord que les salariés soient bien payés, on peut faire des céréales compétitives ou des volailles compétitives en payant les salariés correctement - mais on a tellement exagéré dans les normes qu'on est mort, on est foutu, c'est terminé. Le principe de précaution nous tue.

Ensuite j'en viens aux OGM : cela relève du scientifique, cela relève de la production. Je ne dis pas que les OGM sont des solutions à tout : les OGM c'est comme les avions, quand ça tient en l'air c'est bien. Il faut faire attention, il faut contrôler, il faut mettre une sécurité maximum, on est d'accord, mais il faut l'utiliser.

Imaginez une vie sans avion, ce n'est pas possible et pourtant qui serait monté dans l'avion de BLERIOT ? Personne. Dans l'A380 tout le monde veut y aller.

On est bien dans le scientifique, alors je pose la question par rapport au SISQA. On nous rebat les oreilles avec la qualité, la bio...

C'est bien, c'est indispensable, je ne conteste pas, je le pratique. Mais le bio, c'est 2 % de la production, la qualité c'est 8 %. Il reste 92 %. Que fait-on avec le reste ? Il faut absolument qu'avec la science on produise plus et mieux et qu'on aille exporter. Exporter n'est pas honteux, c'est un honneur !

Un Participant

Je ne suis pas agriculteur, je suis militant anti OGM et comme j'ai entendu parler d'OGM, je voudrais prendre la parole. Globalement, j'ai trouvé beaucoup d'informations dans ce que vous avez dit.



Je vous avoue que vous m'avez donné un argument inédit pour moi quand vous dites que les pays arabes ne veulent pas d'OGM parce qu'ils croient que c'est imposé par les pays du Nord. Je voudrais vous rappeler, car vous le savez que la résistance vient principalement des pays du Nord et la France fait partie des résistants contre les OGM.

Comme je suis scientifique, mais pas du tout dans ce domaine-là, je me pose des questions sur la science, c'est un véritable problème. J'ai le sentiment que ces OGM sont un type de science un peu démodé.

Ce n'est pas parce qu'on fait des choses High Tech qu'on est dans les choses les plus modernes. La vision moderne est un paradigme différent, c'est plutôt un modèle de la complexité.

J'aimerais que la recherche se fasse au niveau de la compréhension des agro écosystèmes, quelque chose qui ressemble à l'agro écologie.



Tout à l'heure, on s'enorgueillissait d'avoir un potentiel agronomique très important en Midi-Pyrénées et sur ces domaines je pense qu'il est un peu déficient. Je connais des enseignants qui enseignent l'agro écologie, mais ils sont extrêmement minoritaires. Combien d'enseignants connaissent l'entomologie ? On a beaucoup de travail à faire, si l'on a des modèles à exporter, si l'on doit travailler avec des gens à l'extérieur, ce sont davantage ces modèles qui intègrent la complexité qu'il faut développer.

En plus, on ne peut pas séparer les OGM du contexte économique dans lequel ils sont développés ; ils sont maintenus par cinq ou six firmes qui essaient de les imposer par tous les moyens. On est dans un système malsain de ce point de vue-là.

La science oui, le développement oui, mais de quelle science s'agit-il ? Tout ce qui s'est fait jusqu'ici au niveau scientifique en termes d'analyse a donné de très bons résultats. Je pense qu'on est dans une époque complexe où il faut penser autrement, il faut penser en particulier complexité, toutes les approches qui considèrent l'agro écosystème dans son ensemble et pas seulement la graine élite avec laquelle il va falloir mettre des pesticides, des engrais. Il y a des choses à revoir.

Je comprends très bien ce que disent les agriculteurs, ils sont dans un système, ils ne vont pas changer du jour au lendemain, mais il faut les accompagner dans le modèle de développement dont vous parlez, cela me paraît extrêmement important.

M. Hervé OSSARD

Je suis chercheur à l'INRA. Après Jean-Claude FLAMANT j'ai été responsable régional de l'INRA. J'ai plaisir à retrouver Bertrand et à l'écouter. Je suis au CES au titre des organismes de recherche.



Je voulais juste reprendre un point qui m'a surpris et te dire ma surprise. Ensuite j'ai une question et une proposition pour nous ici.

Tu as parlé de culture scientifique et technique, mais le CES lors de sa dernière plénière vient de voter une résolution sur la culture scientifique et technique. Je le formule avec mes mots, mais tu nous dis qu'avoir au moins un peu de recherche est une condition nécessaire pour avoir une culture scientifique et technique dans l'ensemble de la société.

Nous, ce qu'on a pu constater en instruisant notre avis pendant un an dans la Commission où je suis, c'est que ce n'est pas suffisant. Ce n'est pas du tout en opposition à ce que tu dis, c'est une condition nécessaire. Dans des pays où il y aurait très peu, voire pas de recherche, c'est vraiment difficile.

Même si je ne partage pas tout ce qui a été dit avant, un point est clair, c'est qu'il y a une certaine coupure entre une partie de la société et une partie de la communauté scientifique. Nous le constatons tous les jours, la discussion est parfois difficile parce qu'il y a eu des coupures entre des affirmations rapides de gens qui ne sont pas toujours des scientifiques.

La confiance ne règne plus. Il y a eu un moment où l'on pensait que la recherche était à la base d'un développement économique, d'un développement social et d'un développement culturel et aujourd'hui le moins que l'on puisse dire c'est qu'une partie de nos concitoyens a des méfiances, des réticences... Et je suis très mesuré dans mes mots.

Ce que tu dis à propos d'un certain nombre de pays du pourtour méditerranéen me paraît extrêmement grave. Je te fais tout à fait confiance, mais je te demande de confirmer, voire de prendre un exemple. Il y a des pays du pourtour méditerranéen, en particulier arabes, où il n'y a quasiment plus de recherche notamment dans notre domaine agronomique. Je ne l'avais pas réalisé jusqu'à présent, c'est une question que je ne connais pas de près.



Compte tenu du rôle du CES, et en général de chacun de nous en tant que citoyen, je proposerais bien au Président qui est à tes côtés, cher Jean-Louis, que l'on s'empare de cette question et qu'on y réfléchisse parce que Bertrand Hervieu nous donne au moins un outil, c'est la coopération décentralisée. Je pense que c'est un sujet de réflexion très important pour agir modestement à notre niveau.

Derrière les questions que tu soulèves dans des réunions comme celle-là, si de temps en temps on sort avec la résolution de réfléchir à cette question...

Je sais que la profession agricole le fait, je sais que le Conseil régional le fait, mais très franchement dans notre commission 3 du CESR depuis un an sur ce sujet de la culture scientifique et technique, on n'a jamais abordé la question dans le sens que tu relèves.

Je te remercie, je te demande de nous donner un ou deux exemples et de confirmer, parce que cela me paraît très important, après on essaie de continuer à travailler.

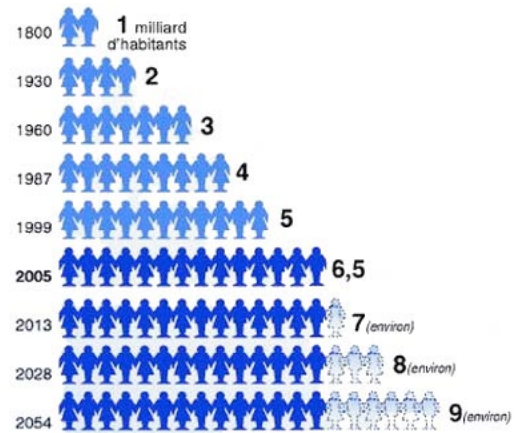
M. Jean-Claude FLAMANT

Je propose que Bertrand réponde à ces questions, après on fera venir des questions de la tribune.

M. Bertrand HERVIEU

Il y a beaucoup de questions, je vais essayer de ne pas me débiter, de ne pas répondre en normand que je suis.

Sur la sécurité alimentaire et sur l'élargissement, votre première question Monsieur rejoint la question OMC. Il y a une question qui se pose à nous qui consiste à dire, cette question de la sécurité alimentaire, résolvons-la par grands sous-ensembles mondiaux. Je disais le grand monde euro arabe, c'est un milliard à l'horizon 2040 avec une péninsule arabe qui ne va pas être productrice de blé. Et en plus, ce sont des marchés solvables pour une partie.



La difficulté est la suivante, pour le moment dans le débat mondial il y a deux façons d'envisager les choses. Il y a des espaces économiques complètement intégrés comme l'Union Européenne et le vaste monde. Il n'y a pas d'espace intermédiaire qui serait une sorte d'union euro arabe pour la sécurité alimentaire. Ce ne sont pas des concepts qui émergent dans la communauté internationale.

Ce qui m'intéresse dans le débat actuel, c'est que comme ces concepts n'arrivent pas à émerger, on voit les solutions qui se mettent en place, et qu'on peut regretter. Le fait que des pays cherchent à assurer leur souveraineté alimentaire alors qu'on pourrait imaginer des modes de régulation entre nous...

Pourquoi j'ai du mal à vous répondre ? Je veux bien rêver avec vous d'un espace euro arabe de sécurité alimentaire, je pense que cela a un sens politique. Je sais en même temps que dans l'état actuel du débat, ni l'OMC, ni les instances européennes, ni d'autres partenaires, ne peuvent l'entendre. Mais surtout peut-être parce qu'on n'y travaille pas assez, peut-être qu'on ne construit pas les alliances dans le sens où il faudrait les construire.

Dans l'état actuel des choses, ce que je peux vous dire c'est l'inquiétude que j'ai : les États pour l'Union du Maghreb arabe, les pays du Maghreb Mauritanie, Libye, ne sont pas dans l'état d'esprit de solliciter parce qu'ils considèrent que construire un espace unique d'échange est une façon de les réaliéner. Il faut qu'on ait cela en tête.

Je ne le dis pas par vantardise, mais il se trouve que dans un débat j'étais en face du président Mr. BOUTEFLIKA, et je lui ai dit : « M. le Président, pourquoi acheter votre blé au Canada ? » On pourrait imaginer un dispositif, y compris avec l'appui à la fois des forces économiques et des forces publiques, de construction de dispositifs de chalandise, de stockage. Il m'a répondu : « Mais j'ai tout à fait intérêt, dans l'état actuel des choses, à avoir plusieurs fournisseurs ».

Il faut l'avoir en tête. On comprend bien pourquoi il voit son intérêt comme cela. Si l'on veut construire quelque chose - j'ai appris cela en rencontrant tous ces responsables des pays de la Méditerranée - il y a un rapport à l'Europe qui est un peu le même que le rapport à la France. C'est à la fois une relation de rêve, de souhait et en même temps de distance parce qu'aussi les nationalistes n'ont pas été jusqu'au bout de leur affirmation. On peut d'autant plus facilement construire l'Europe qu'on n'a plus de problème avec son existence nationale et avec son affirmation nationale. C'est toute la difficulté de penser cet espace euro-méditerranéen qui pourrait être un espace d'échanges.

Il y a eu un débat de haute qualité à la FAO à l'occasion du sommet mondial de l'alimentation avec les chefs d'États - pas cette année, ils n'y étaient pas cette année, mais l'an dernier. Je l'ai écrit : j'ai rêvé il y a quinze ans que l'on puisse trouver par des mécanismes de politiques publiques de quoi construire une relative autosuffisance des pays. C'était le temps du « droit des peuples à se nourrir eux-mêmes ». Mon éditeur voulait que je refasse ce livre, mais on ne peut pas réécrire les choses en ces termes-là, c'est plus complexe. Il y a eu l'affirmation de la construction d'un partenariat mondial pour la sécurité alimentaire. Ce partenariat mondial est un pas vers ces espaces régionaux.



Pour aller jusqu'au bout de votre question très importante, vous dites « faut-il encore élargir l'Europe ? » J'éprouve une grande difficulté sur la question de la Turquie. J'éprouve une difficulté parce que d'un point de vue géopolitique et de la puissance de l'Europe et de la stabilité, surtout sur ce flanc-là, l'Europe aurait intérêt à intégrer la Turquie : ce n'est pas un pays arabe, c'est une très grande puissance qui est très seule sur la scène internationale.

Ce pays, qui a pris des acquis culturels très forts de l'Europe, pourrait être un renforcement quand on voit ce qu'est la fragilité de toutes les républiques d'Asie centrale, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan d'un côté et de l'autre côté la grande difficulté du grand Moyen Orient autour de l'Afghanistan, de l'Irak, de l'Iran. Ne pas laisser ce pays isolé pourrait être une solution.

Inversement, sur la question agricole je ne vois pas comment on peut absorber la Turquie dans la politique Agricole Commune parce qu'on augmente de 30 % la population agricole européenne, c'est un énorme morceau.

La Turquie est une très grande puissance agricole, elle a une vraie visée, elle, sur son agriculture. Je ne vous ai pas parlé de la Turquie, malheureusement elle n'est pas bien connue en France. On ignore que c'est un pays qui a un vrai Etat, qui a une immense histoire et qui a l'agriculture la plus puissante du bassin méditerranéen, à la fois en force et en variété.



Elle a de l'eau grâce aux 34 barrages d'Atatürk qui fait qu'elle se récupère toute l'eau du Mont Taurus et de l'Anatolie orientale, elle irrigue et cela fonctionne. C'est un vrai grenier à blé sur l'ensemble du Moyen Orient.

Mais quand je vois les difficultés que nous avons pour repenser la Politique Agricole Commune, je me dis que si en plus on avait la variable turque dans ce débat, je ne sais pas comment le penser. Je comprends donc que d'un point de vue agricole on ait des réticences sur l'entrée de la Turquie. En revanche sur le plan politique et géopolitique, je trouve que cela vaudrait le coup de sauter le pas. C'est aussi un problème budgétaire. Ce sera un très gros morceau à avaler.

Je ne suis pas pour la sortie de l'agriculture de l'OMC. Je pense que maintenant qu'elle y est, il vaudrait mieux aller jusqu'au bout de ce débat sur l'agriculture. Ce dont je me désolé c'est du fait qu'on a un débat à l'OMC qui est absolument orthogonal au débat qu'on a à la FAO. Jamais ces deux institutions ne se parlent. Ce sont pourtant bien les mêmes chefs d'États.

Pour essayer de contourner cela, un homme comme Mr PISANI en appelle à la mise en place d'une sorte de Conseil mondial de l'alimentation qui permettrait de faire le lien. C'est un point sur lequel j'ai souvent discuté avec Mr PISANI et je ne suis pas d'accord avec cette idée parce que je trouve qu'on a trop d'institutions. Je plaide pour que ces deux institutions se parlent. Ce n'est quand même pas compliqué de faire parler Mr LAMY et Mr DIOUF. Parlons-nous ! Le fait de n'être pas d'accord n'empêche pas de se parler. Ce n'est pas du tout la même vision, mais ce sont toutes deux des institutions mondiales, l'une est de l'ONU et l'autre ne l'est pas. Mais en gros, on a à peu près les mêmes pays dans l'une et l'autre.



Il me semble qu'il y aurait un grand travail diplomatique à construire, au moins qu'on mette les points de vue en présence de part et d'autre pour arriver à quelque chose. Si vous prenez l'OMC, cela vient corroborer ce que je vous dis, ce que j'ai découvert en Méditerranée (je mets de côté l'Union européenne), il n'y a pas deux pays de la Méditerranée qui ont les mêmes positions à l'OMC.

Outre le fait que l'Algérie n'y est pas, le Maroc s'aligne sur les États-Unis, la Tunisie est sur les non-alignés (le groupe des 33), l'Égypte est encore sur une autre position... Les bras vous en tombent. Je serais donc plutôt pour continuer à construire au sein de l'OMC la spécificité du dossier de sécurité alimentaire. Tout ce qui s'est passé ces trois dernières années plaide pour un traitement spécifique de la question agricole au sein de l'OMC.

En résumé, plaidons pour un traitement spécifique de la question de la sécurité des approvisionnements alimentaires à l'OMC.

Les OGM, parlons-en parce qu'il y a une question qui m'intéresse beaucoup, c'est l'échec de la communauté scientifique à réussir à s'expliquer sur cette question des OGM. On a raté tous les débats, dix ans de débat ! Jean-Claude FLAMANT remet le couvert, et il a raison, c'est un sujet de culture scientifique extraordinaire.

Quelles sont les deux erreurs que nous avons commises ?

Nous les scientifiques avons commis deux erreurs ; la première est d'avoir voulu sortir un point de vue synthétique alors qu'il y avait d'abord à conduire un débat entre les disciplines.

Je pense que l'opinion publique est assez mûre pour comprendre que le toxicologue n'est pas forcément en phase avec l'environnementaliste qui n'est pas forcément en phase avec l'économiste, qui n'est pas forcément en phase avec le juriste de la propriété intellectuelle, qui n'est pas en phase avec un généticien ou un génomicien.

Le concept même des OGM met en œuvre des disciplines qui ne se sont jamais parlées.

Les journalistes - je ne jette pas la pierre aux journalistes parce que c'est normal qu'ils nous aient posé cette question -, nous ont terrorisés autour de l'idée que les scientifiques ne sont jamais d'accord entre eux. « On n'y comprend rien. Il y en a des pour, il y en a des contre... Si vous étiez de vrais scientifiques, vous devriez être du même avis ». On a été complètement intimidé par cette injonction de sortir un avis qui soit le même, une sorte d'avis de synthèse de la communauté scientifique sur une connaissance en train de se faire. En plus, on n'avait pas les évaluations disponibles.



On a raté ce débat et du point de vue de la culture scientifique, je crois qu'il aurait été extrêmement intéressant. On aurait fait progresser la culture scientifique de l'ensemble des

populations si l'on avait expliqué pourquoi, devant des caméras de télé, le spécialiste des flux de gènes n'était pas d'accord avec son collègue génomicien. On pouvait s'expliquer là-dessus, on ne l'a pas fait, on n'a pas su le faire. On a perdu beaucoup de temps autour de cela.

La deuxième chose, on a confondu dans ce débat l'expertise scientifique et la décision politique. Là, les politiques ont autant de responsabilités sinon plus que les scientifiques. À un moment donné, il est normal que le pouvoir politique demande une expertise, mais dans une expertise il faut accepter d'entendre de la part des scientifiques qu'il y a des choses que l'on ne sait pas. La science c'est autant de doutes que de connaissances, et c'est même plus de doutes que de connaissances. Je sais bien que pour un politique c'est très inconfortable de se retrouver en face d'un scientifique qui dit « je ne sais pas, ou pas encore, ou pas tout à fait », et qui fait une évaluation des risques. Mais je trouve que dans le débat, on a mal su dissocier les pouvoirs.

C'est comme le pouvoir juridique, il y a un pouvoir scientifique bien entendu. La connaissance est un pouvoir, j'assume entièrement cette responsabilité. Le pouvoir de la connaissance n'est pas le pouvoir politique qui n'est pas le pouvoir judiciaire et qui n'est pas le pouvoir économique. On a mal dissocié les zones de responsabilité de chacun dans cette affaire. On aurait gagné en démocratie et en science si l'on avait été plus loin dans ce domaine-là.

Pour autant, sur la question des OGM, je pense que c'est une technologie qui est tout à fait intéressante, mais qu'on n'est pas allé au bout. De ce point de vue, les producteurs le reconnaissent eux-mêmes, c'est plutôt une bonne chose qu'on ne se soit pas précipité sur la première génération d'OGM.

Deuxième chose, vous l'avez souligné, il y a la question de la propriété intellectuelle.



C'est un débat qu'on n'a pas poussé jusqu'au bout. Je trouve que le monde agricole aurait pu être beaucoup plus vaillant, beaucoup plus audacieux sur une mutualisation de la propriété intellectuelle autour de ces découvertes. On ne peut parler de sécurité alimentaire si on ne prend pas en compte la question d'une possible confiscation de la propriété intellectuelle sur la biodiversité.

Si l'on veut éviter cela, il y a une possibilité, c'est une mutualisation. Il y a deux écueils à éviter, le monopole d'un côté ou l'abandon de l'autre qui consiste à dire : « Il suffit de mettre cela dans le domaine public et il n'y a pas de confiscation, c'est à tout le monde ». Sauf qu'on

sait bien qu'il n'y a que quelques firmes qui sont capables de s'emparer de la mise en valeur d'une telle propriété intellectuelle.

Dire « On met cela dans le domaine public et l'affaire est réglée », c'est une hypocrisie, une lâcheté et un abandon inadmissible. Il faut mutualiser la propriété pour que personne ne puisse la confisquer, mais qu'en même temps on la mette en valeur.



On n'a pas réussi à construire des consortiums entre la recherche publique et la recherche privée. Il n'y a pas à diaboliser la recherche privée. Le monde des producteurs devait pouvoir construire une mutualisation à travers les coopératives notamment, les banques... Le monde agricole ne manque pas de richesse, il a de l'argent des institutions et des représentants, cela suffit.

On pouvait construire une mutualisation sur trois pôles : le monde des producteurs, le monde de la recherche et le monde des collectivités.



Pourquoi les collectivités ?

L'État n'ayant pas d'argent, les collectivités auraient pu s'emparer de cette question de la propriété sur la biodiversité, dans le sens d'un processus de reterritorialisation et de captation territoriale. C'est encore un train qui est passé. Cela patine un peu et je ne sais pas bien comment reprendre tout cela, mais c'est une vraie question.

En Méditerranée qui est l'espace mondial de la plus forte biodiversité, c'est une vraie interrogation de la part des sociétés et des gouvernements de ces pays. On n'a pas réussi à inventer cela, on a essayé, mais on n'a pas réussi.

Rupture science - opinion publique - OGM, tout cela va ensemble. Je serais moins sévère que vous sur la rupture entre la science et l'opinion publique. L'opinion publique n'est pas du tout ascientifique ou antiscientifique. Elle est désappointée par le fait qu'elle ne comprend pas toujours où en est la complexité systémique de la science au point où elle en est rendue. On a un problème pédagogique des scientifiques vis-à-vis du reste de la société, chaque scientifique doit assumer complètement sa responsabilité sur sa discipline. Il n'est pas admissible qu'un scientifique compétent en génétique donne un avis péremptoire sur les questions de toxicologie ou d'environnement.

Il faut accepter la discipline comme discipline. Mais, si l'on veut avoir un débat de synthèse sur l'ensemble des disciplines, cela est très agaçant car une discipline seule n'a pas de sens. Cela fait partie de la culture scientifique : on ne construit pas une culture scientifique sans passer par les disciplines.

Après, il faut que les disciplines se parlent, il faut qu'elles acceptent de ne pas avoir le dernier mot. C'est très difficile intellectuellement. Il faut y arriver, je ne suis pas trop désespéré là-dessus. En même temps, il y a une très grande attente à l'égard de la science sur les questions de santé...

Cela peut se retourner, car on est dans des sociétés complexes. Il faut comprendre que nous sortons de sociétés qui, dans une phase longue (de la fin du 19^{ème} à aujourd'hui), comportaient une rationalité scientifique dominante. Nous sommes dans des sociétés de conflit de rationalité. Ce n'est pas forcément de l'irrationalité. D'ailleurs dans le débat public, si l'on accepte de reconnaître qu'on n'est pas rationalité contre irrationalité, il peut y avoir un peu de folie. La plupart du temps quand on a en face de soi des gens qui acceptent de réfléchir, on est dans des conflits de rationalité plutôt que dans des irrationalités de conflagration et de déflagration.

Nous sommes une société de plus en plus complexe, nous entrons dans des connaissances de plus en plus complexes. Et c'est tellement complexe qu'on aimerait que ce soit simple. On parle de simplification administrative, simplification de ceci et de cela, mais c'est une erreur... Enfin, oui, évidemment, on peut simplifier des choses, mais sur le fond des choses nous sommes dans un monde complexe.



Il vaut mieux préparer les gens à faire des petits abdos tous les matins de complexité qu'attendre le grand soir où tout va être simple car on va attendre longtemps.

Le grand projet pédagogique, politique et scientifique est une entrée dans un monde de plus en plus complexe, j'ai le regret de vous le dire, vous n'avez pas besoin de moi pour le savoir. Puisque le monde est définitivement complexe, construisons des outils pour entrer dans cette complexité. Mais ce qui est simple est malheureusement inexact par les temps qui courent.

Sur les OGM il y a une chose que je regrette infiniment, c'est un drame, vous dites que le principe de précaution nous a tués... Je crois que si l'on était allé au bout du principe de précaution, si l'on avait accepté quelques essais parcimonieux en plein champ sur des OGM,

on aurait pu mieux construire une expertise. Je regrette infiniment comme ancien responsable de la recherche publique française que nous n'ayons pas pu aller au bout de nos expertises et que du coup l'expertise nous échappe.

Une intervenante

Ces expertises ont eu lieu aux États-Unis.

Bertrand HERVIEU



Bien sûr, on est allé en faire aux États-Unis, mais c'est une hypocrisie inadmissible. Si l'on considère qu'on a besoin scientifiquement et civiquement de ces essais pour éclairer la décision, c'est fort dommage qu'on n'ait pas pu aller au bout. Le dernier avatar, ce sont les arrachages de Colmar qui avaient sept ou huit ans. C'est dommage, c'était fait avec beaucoup de précautions. Tout cela est une page qui se tourne.

Je termine sur l'effondrement de la communauté scientifique méditerranéenne. Ce qui s'est passé est assez simple. Dans la période de décolonisation et de conquête des indépendances, la science avait encore une place. La coopération internationale, et notamment les efforts, les compensations au moment de la décolonisation se sont portées aussi sur la recherche scientifique et la recherche scientifique agronomique.



On a construit au Maroc, en Algérie, en Tunisie - et on a aidé la Jordanie et l'Égypte - à construire des appareils de recherche agronomiques qui ont vieilli avec la première génération.

La grande erreur qui a été commise a été d'installer une génération d'un seul coup d'un seul. Il n'y a pas eu de renouvellement, pas de nouvelles générations qui sont arrivées, les organismes ont vieilli avec les vieux. On a plus de sagesse mais moins d'imagination à 60 ans qu'à 30, c'est clair. On ne voit pas le monde tout à fait de la même façon, on n'a pas les mêmes audaces.

Tout le monde est parti en retraite, pas de renouvellement de générations, des installations obsolètes, et il faut tout reprendre. C'est un drame, car notamment la France avait formé beaucoup de jeunes chercheurs qui se sont retrouvés dans des labos complètement dépassés avec en plus des habitudes de management qui ne sont plus du tout celles que l'on a dans la recherche, donc tout cela est complètement à reconstruire.

Le risque est que chaque pays veuille faire un peu de tout partout, l'INRA étant un rêve pour tout pays du monde. La France ne réalise pas le privilège qu'elle a d'avoir une force de frappe en recherche agronomique qui est la deuxième au monde et la première au monde pour les publications de Rang A. Cocorico !



Vous ne pouvez pas rencontrer un ministre de l'Agriculture ou de la Recherche de par le monde qui ne rêve de l'INRA. C'est une réalité formidable.

Au sud de la Méditerranée, il y a un vrai problème d'effondrement. Il faut reconstruire.

Cela passe par trois choses :

- Former des jeunes en les responsabilisant par rapport à leur pays, mais en faisant en sorte qu'ils ne soient pas enfermés dans leur pays ;
- Construire de la coopération mutualisée ;
- Construire de la continuité.

Il faut ouvrir ce chantier sur dix ou vingt ans et il faut diversifier les partenaires tout en donnant de la cohérence.

M. Jean-Claude FLAMANT

J'ajouterai, pour connaître ces pays, qu'il faut aussi les aider à adopter des dispositifs de fonctionnement et d'administration de la recherche qui soient vraiment dignes d'une gestion moderne de la recherche.

Il y a aussi une sclérose administrative considérable, c'est épouvantable.

M. Claude DUPUY

Votre exposé était dense et dépasse largement les problèmes agricoles et agroalimentaires.

Dans cette salle, il y a des représentants qui ne sont pas du secteur agricole. Je vois un représentant de l'énergie, un représentant des architectes, des salariés. Ce débat que nous avons ici intéresse toute la société. Vous avez formulé des choses qui nous concernent tous, qui vont au-delà des échanges agroalimentaires et qui nous encouragent à faire un échange plus vaste envers l'ensemble de ces populations.



Vous avez mis en avant la coopération européenne. L'Europe a bien changé dans son fonctionnement et dans ses relations, elle ne considère pas que les conflits armés soient une solution dans notre monde, elle préconise plutôt les négociations et les compromis. Je trouve intéressante votre proposition d'élargir la PAC au monde méditerranéen.

Vous avez mis en avant un scénario explosif. Quand nous faisons de la prospective en Midi-Pyrénées, nous prévoyons souvent le scénario du pire pour avoir conscience qu'il y a des difficultés et à partir du moment où on les connaît voir comment on va les résoudre.

La question : puisque vous avez souhaité que ces pays deviennent autosuffisants au niveau alimentaire, ce n'est pas pour que Midi-Pyrénées aille alimenter ces pays du sud de la Méditerranée mais plutôt établisse des coopérations, pourriez-vous définir un peu plus ces propositions pour éviter ces explosions ?

Un Participant

Je suis ingénieur agronome et surtout je suis aussi Président des Ingénieurs et Scientifiques de France en Midi-Pyrénées.

Vous avez effleuré la question... Je viens d'assister à une conférence qui m'a bouleversé sur les impacts des changements climatiques sur l'agriculture et le paysage.

Je résumerai la chose en un flash brutal, un degré de plus de la température en moyenne, compte tenu des écarts des extrêmes que vous avez évoqués, un degré de plus en moyenne cela veut dire les écarts qu'on a vus en 2003 ou en 2008, des sécheresses qui se prolongent sur des saisons entières ou des froids importants. Un degré de plus c'est un déplacement de notre système agricole actuel de pays tempéré que nous avons en France de 200 kilomètres vers le nord. Bientôt, on produira notre vin de Bordeaux en Angleterre.



Or, le + 1 degré n'est pas pour dans 100 ans. Dans 100 ans, timidement on estime - et on espère qu'on n'arrivera qu'à cela - qu'on aura deux degrés de

différence sur les températures moyennes. Le + 1 degré c'est peut-être après-demain.

Ceci pour dire qu'il est urgent d'établir des coopérations, des recherches scientifiques avec des centres d'agronomie en zone méditerranéenne qui vont être pris de plein fouet par ces variations climatiques. Et j'ai entendu dire que plus on va vers les zones chaudes, plus les écarts vont s'accroître, moins la génétique est efficace, paraît-il, je ne suis pas généticien. Effectivement, ces accords de coopération sont ultra importants.

Les accords de coopération et d'échange ne seront peut-être pas suffisants, il va falloir revoir les accords de partage des compétences entre le nord et le sud.

Un Participant

Il m'a semblé au bout de votre brillante présentation que vous aviez shunté le programme des actions à conduire sur un plan politique et économique. Vous l'aviez annoncé au départ. Sur les coopérations décentralisées, le citoyen que je suis considère que ce sont de très bonnes choses. Cependant je ne voudrais pas que le développement de ces coopérations décentralisées soit un alibi pour accélérer le désengagement au niveau national.

M. Bertrand HERVIEU

Bien sûr ce débat sur les négociations et sur les accords entre l'ensemble du bassin méditerranéen est le cœur du débat. C'est le cœur de l'orientation politique qu'il faut arriver à donner sachant qu'il y a deux choses à faire.

D'une part, le réveil de ces agricultures du sud et de l'est de la Méditerranée parce que leurs capacités de production ne sont pas encore au bout de leur développement agricole. Il y a un travail de ces pays eux-mêmes pour développer leur agriculture.

D'autre part, et c'est ce que révèlent les différentes prospectives, même si ces agricultures, en raison du réchauffement climatique, se développaient dans les meilleures conditions que l'on puisse imaginer, leur dépendance à l'égard des marchés des autres puissances agricoles demeurerait. C'est à la fois l'un et l'autre : il y a un effort de développement de recherche à faire dans ces pays, mais en même temps un effort de partenariat politique et commercial parce qu'en toute hypothèse ces pays ne peuvent pas atteindre à vue humaine leur pleine autonomie ou autosuffisance.



Sur cette question du réchauffement climatique, vous avez raison et la Méditerranée est très fortement touchée par ce phénomène. Vous avez peut-être entendu parler de cette analyse statistique qui a été conduite par un collègue de l'INRA d'Avignon, Bernard SEGUIN, qui a relevé les calendriers de vendanges depuis 40 ans et qui note une avancée d'un jour de début de date de vendanges tous les trois ans. Les dates de vendanges ont avancé partout d'une quinzaine de jours par rapport à la période de l'après-guerre, ce qui est un bon indicateur.

On peut toujours discuter parce que les variétés ont été améliorées, mais quand même c'est un baromètre intéressant qui est assez illustratif.

Une des questions qui est posée aux chercheurs est précisément de trouver, par la génétique, des plantes plus résistantes au stress hydrique et à la chaleur. C'est un débat qui est en cours, c'est un des grands programmes des centres internationaux de recherche.

Vous me surprenez par votre remarque sur le fait que vous avez entendu dire que c'était une question que la génétique ne pouvait pas résoudre.

Un Participant

Dans les zones les plus chaudes, il semblerait, c'est peut-être une erreur d'interprétation, que les progrès de la génétique soient moins efficaces que dans les zones tempérées.

M. Bertrand HERVIEU

Ah oui d'accord.

Sur les actions, je pense qu'il y a des actions à toutes les échelles, l'échelle que l'on a évoquée du partenariat mondial de l'OMC, je n'y reviens pas, l'échelle européenne parce que je crois que l'Europe a la capacité et le devoir de mettre en place un partenariat de voisinage euro-méditerranéen spécifique.



C'est un grand sujet politique et il faut profiter du débat sur l'horizon de la Politique Agricole Commune pour prendre en considération cette question, non pas faire une PAC euro-méditerranéenne, mais une PAC européenne qui s'intéresse à la question de la sécurité de l'approvisionnement en Méditerranée.

Par ailleurs, en matière de coopération scientifique, les grands outils du 7^{ème} Programme Cadre de l'Union Européenne peuvent être mobilisés et nous les avons mobilisés sur la Méditerranée. Mais il faut aller plus loin et voir avec les collectivités territoriales. Je crois que les collectivités territoriales et les régions ont plusieurs possibilités.



Il y a des aspects plus directement commerciaux et économiques. Je pense à la question de l'équipement des ports, des stockages, des silos qui peuvent être des outils de commerce privilégiés avec certains pays. Ce sont des outils et il y a là des partenariats intéressants.

Ensuite, je pense que les partenariats entre régions, entre collectivités, autour de la formation, autour de la recherche, autour des aspects culturels, marchent très bien. Souvent cela s'inscrit dans la continuité. Les collectivités peuvent pendant vingt ans coopérer avec une autre collectivité et malgré des alternances politiques la coopération demeure parce que la population y est attachée. On arrive à faire des choses vraiment structurantes.

Je m'en tiens là. Messieurs, Mesdames je vous remercie de votre patience.

(Applaudissements)

M. Jean-Louis CHAUZY



Je renouvelle mes remerciements à Bertrand HERVIEU, à l'équipe du CES et à l'administration qui a organisé cette manifestation, et à vous tous.

Nous en avons tiré quelques sujets de travaux sur la coopération décentralisée, des propositions à faire à la Région et à la communauté scientifique toulousaine que nous soutenons sans la diaboliser.

Très bon SISQA à ceux qui veulent continuer et très bon week-end à vous !

La séance est levée à 17 heures 30.

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET
SOCIAL
RÉGIONAL
MIDI-PYRENEES



18, allées Frédéric Mistral 31077 TOULOUSE Cedex 04

Tél : 05 62 26 94 94 – Fax : 05 61 55 51 10

E mail : cesr@cesr-midi-pyrenees.fr - Site internet : www.cesr-midi-pyrenees.fr